



Conseil de sécurité

Soixante-dix-septième année

Provisoire

9019^e séance

Mercredi 20 avril 2022, à 15 heures

New York

Président :	M. Kariuki	(Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord)
Membres :	Albanie	M. Hoxha
	Brésil	M. Coraiola Yinde Kloss
	Chine	M. Dai Bing
	Émirats arabes unis	M. Abushahab
	États-Unis d'Amérique	M. Mills
	Fédération de Russie	M ^{me} Evstigneeva
	France	M. Benaabou
	Gabon	M. Biang
	Ghana	M. Agyeman
	Inde	M. Sharma
	Irlande	M. Gallagher
	Kenya	M. Kiboino
	Mexique	M ^{me} Buenrostro Massieu
	Norvège	M ^{me} Syed

Ordre du jour

Résolutions 1160 (1998), 1199 (1998), 1203 (1998), 1239 (1999) et 1244 (1999) du Conseil de sécurité

Rapport du Secrétaire général sur la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (S/2022/313)

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Le texte définitif sera publié dans les *Documents officiels du Conseil de sécurité*. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau U-0506 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>)



La séance est ouverte à 15 h 5.

Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté.

Résolutions 1160 (1998), 1199 (1998), 1203 (1998), 1239 (1999) et 1244 (1999) du Conseil de sécurité

Rapport du Secrétaire général sur la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (S/2022/313)

Le Président (*parle en anglais*) : Conformément à l'article 37 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite le représentant de la Serbie à participer à la présente séance.

Au nom du Conseil, je souhaite la bienvenue à S. E. M. Nikola Selaković, Ministre des affaires étrangères de la Serbie.

Conformément à l'article 39 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite M^{me} Caroline Ziadeh, Représentante spéciale du Secrétaire général pour le Kosovo et Cheffe de la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo, à participer à la présente séance.

Conformément à l'article 39 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite M^{me} Donika Gërvalla-Schwarz à participer à la présente séance.

Le Conseil de sécurité va maintenant aborder l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

J'appelle l'attention des membres du Conseil sur le document S/2022/313, qui contient le rapport du Secrétaire général sur la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo.

Je donne maintenant la parole à M^{me} Ziadeh.

M^{me} Ziadeh (*parle en anglais*) : C'est un honneur pour moi d'être ici aujourd'hui, en tant que nouvelle Représentante spéciale du Secrétaire général pour le Kosovo et Cheffe de la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK), pour remercier le Conseil de son appui continu et lui présenter un exposé sur les opérations de la Mission au cours des six derniers mois, en tenant compte des événements survenus dans la région depuis la fin de la période considérée dans le rapport. Alors que je présente un exposé au Conseil aujourd'hui, la situation en Ukraine influence inévitablement et continuera d'influencer

toutes les questions de sécurité européenne, notamment dans la zone d'opérations de la Mission.

Mon exposé au Conseil aujourd'hui intervient également dans le sillage des élections serbes, qui ont eu lieu le 3 avril. Même si les résultats finaux ne sont pas encore connus, la tendance générale est claire. Le parti actuellement majoritaire en Serbie conserve résolument le mandat du peuple. Il convient de souligner que la coalition au pouvoir à Pristina détient également une majorité confortable au Parlement. Un tel concours de circonstances peut parfois mener à des décisions courageuses de la part des dirigeants.

En amont des élections législatives serbes, la communauté internationale avait exhorté les autorités de Pristina et Belgrade à s'entendre sur des modalités pour faciliter la participation des électeurs inscrits au Kosovo. Cela aurait permis de perpétuer la pratique des années précédentes, mais cette fois-ci, aucune solution n'a été trouvée à cet effet. À l'instar de mes collègues de la communauté internationale et des représentants de nombreux États Membres, j'ai déploré les effets clivants de cette décision, qui a fortement divisé l'opinion publique selon l'appartenance ethnique.

Néanmoins, plus de 19 000 électeurs kosovars ont participé au scrutin, votant dans des bureaux de votes spéciaux en Serbie. Grâce à une organisation logistique impressionnante mise en place avec l'appui des deux parties, le processus électoral s'est déroulé sans heurt et sans incident.

La résilience des institutions démocratiques dans toute la région des Balkans est un facteur essentiel au maintien d'une Europe sûre et démocratique. Au début du mois, j'ai rencontré le Président réélu de la Serbie et d'autres responsables du Gouvernement à Belgrade. J'ai jugé encourageantes les conversations très franches et ouvertes que j'ai eues à cette occasion.

Malheureusement, des incidents profondément préoccupants se sont produits il y a quelques jours dans le nord du Kosovo, notamment des attaques qui a priori visaient directement des patrouilles de la police kosovare. Les patrouilles ont été visées par des tirs et des jets de pierres et de dispositifs pyrotechniques. Les motifs restent pour le moment inconnus, mais ces attaques criminelles sont choquantes. J'ai demandé à l'opinion publique et aux représentants de tous bords de condamner cette violence et de transmettre toutes les informations qu'ils pourraient avoir en leur possession

aux forces de l'ordre afin que les responsables soient rapidement identifiés et traduits en justice.

J'appelle aujourd'hui les dirigeants de Pristina et Belgrade à bien peser leurs actes et leurs déclarations politiques. Durant une période aussi complexe, c'est à ces dirigeants qu'il incombe au premier chef d'apaiser les tensions, non pas de les alimenter. Cela vaut aussi bien au niveau politique que sur la scène publique. C'est pourquoi j'ai également exhorté les deux parties à s'engager de manière constructive et plus active dans le dialogue facilité par l'Union européenne. On m'a donné des engagements dans ce sens au cours de mes récentes réunions.

Je n'ai toujours pas eu l'occasion de rencontrer ni le Premier Ministre ni le Président à Pristina. Or, bien entendu, c'est là un préalable important à des échanges constructifs et positifs. Cela étant, j'ai rencontré la plupart des dirigeants des diverses formations politiques à Pristina, y compris les partis au pouvoir, l'opposition et les indépendants. Par ailleurs, j'entends m'adresser régulièrement aux autorités d'autres zones des Balkans pour connaître leur point de vue sur les relations avec le Kosovo et sur le dialogue. Je suis convaincue que les acteurs politiques de la région montreront concrètement qu'ils ont bien compris que le dialogue et le compromis sont la seule voie viable pour parvenir à la stabilité, à la prospérité et à la sécurité pour tous.

La journée d'hier a marqué le neuvième anniversaire du Premier Accord sur les principes gouvernant la normalisation des relations. Bien que ce processus ait donné d'importants résultats sur diverses questions pratiques, les deux parties n'entretiennent toujours pas à ce jour de relations globalement normalisées.

Même sur les sujets extrêmement techniques abordés au cours de la période considérée, comme les plaques d'immatriculation des véhicules, les progrès restent timides et lents. Au moment où nous nous réunissons aujourd'hui, nous n'avons pas la certitude que Belgrade et Pristina parviendront à convenir d'une solution sur cette question avant l'échéance de demain. J'encourage Pristina et Belgrade à s'employer activement à trouver une solution définitive à la question des plaques minéralogiques, ainsi qu'à d'autres questions relatives à la liberté de circulation, et à conclure des accords dans le domaine de l'énergie. Quel que soit le rythme des discussions, et nous espérons qu'il va s'accélérer, un autre principe mérite d'être rappelé. Si difficile que soit le chemin qui mène à des accords et à des solutions,

les actions unilatérales de l'une ou l'autre partie sont susceptibles de nuire aux intérêts réels des populations des deux camps.

Les sévères chocs subis par l'économie kosovare, et par d'autres dans la région, étaient en gestation avant même le début des événements en Ukraine. Après deux années de pandémie mondiale de maladie à coronavirus (COVID-19), les économies ont du mal à gérer les effets profonds de cette maladie sur la santé et sur le bien-être socioéconomique, et à s'en relever. L'inflation, les pénuries d'approvisionnement, la hausse des taux d'intérêt et l'alourdissement du fardeau de la dette sont autant de phénomènes qui étaient déjà présents avant la pandémie et qui ont été exacerbés depuis. Dans un tel contexte, il est plus urgent que jamais de trouver des modes de coopération économique pragmatiques entre Belgrade, Pristina et tous les voisins de la région. Toute initiative d'ampleur régionale susceptible de contribuer à cet objectif doit être accueillie favorablement. Assouplir les restrictions à la circulation des personnes, des marchandises et des capitaux ne peut qu'aider tous les pays de la région à relever les défis tant actuels que futurs.

Depuis mon arrivée à Pristina, j'ai pu constater les contraintes internes et externes qui brident les autorités politiques kosovares. Les attentes en matière de progrès et de réforme sont exceptionnellement élevées. Le Gouvernement en place devra à la fois prendre des décisions avisées et bénéficier d'un fort appui international pour concrétiser son ambitieux programme et répondre aux besoins de la population.

Il est donc logique que le thème de l'amélioration des relations figure en tête des priorités de nombre des interlocuteurs régionaux et internationaux du Kosovo. Le fait de parvenir à la réconciliation et de remédier aux griefs du passé doit servir la réalisation d'objectifs stratégiques importants.

À l'entame de mon mandat, on me permettra d'être très claire sur deux aspects clefs.

Premièrement, comme le savent Belgrade et Pristina, ma responsabilité est de fournir des informations objectives au Secrétaire général et au Conseil de sécurité. Je serai toujours prête à entendre tous les points de vue. Toutefois, la teneur des rapports du Secrétaire général n'est pas sujette à négociation.

Deuxièmement, la MINUK n'est pas le facteur déterminant d'un règlement juste et durable entre les parties, pas plus qu'elle n'est le porte-voix d'une opinion

particulière. Ce n'est pas notre rôle. Trop souvent depuis mon arrivée, on m'a fait entendre que, par essence, la MINUK favorise ou bloque l'issue privilégiée par l'une ou l'autre des parties, ou que la MINUK elle-même cherche à promouvoir ou à favoriser des objectifs particuliers qui dépassent les limites de son mandat, lequel est de faire en sorte que tous les habitants du Kosovo puissent vivre en paix et dans des conditions normales. Voilà notre mandat. Ni l'une ni l'autre de ces perceptions erronées ne repose sur une quelconque vérité, mais on les a trop souvent laissé s'imposer dans le discours public local.

Par conséquent, nous poursuivrons notre action dans les domaines où nous sommes réellement en mesure de contribuer à promouvoir les objectifs communs défendus par les autorités, communautés et institutions au Kosovo. Ce sont l'héritage de la MINUK en termes d'appui institutionnel, la confiance qu'elle suscite chez les communautés et les parties prenantes politiques, et son action auprès de tous les acteurs multilatéraux et bilatéraux qui détermineront les priorités de la Mission. Naturellement, cela implique de travailler en synergie avec tous les organismes, fonds et programmes des Nations Unies, et en partenariat avec la communauté internationale.

La progression des discussions politiques de haut niveau, en particulier le dialogue facilité par l'Union européenne, peut être appuyée et favorisée par une action de proximité intensifiée sur le terrain. La Mission que je dirige reste un centre de connaissances, d'expérience et d'expertise pertinentes au service des institutions et des communautés du Kosovo. Accompagner une société civile active, promouvoir de nouveaux outils pour aider le Kosovo à renforcer l'état de droit, contribuer à l'autonomisation des femmes et des jeunes et fournir expertise et appui aux mécanismes de défense des droits humains resteront au premier rang de nos priorités. Nous continuerons naturellement d'explorer tous les domaines où nous pouvons apporter une contribution constructive dans le cadre du mandat que nous a confié le Conseil de sécurité.

Pour terminer, je tiens à dire que l'appui du Conseil de sécurité à la Mission reste indispensable. Sa vigilance face à l'état des relations entre Pristina et Belgrade est tout aussi importante, même si nous avons conscience que de nombreuses situations nouvelles et difficiles requièrent son attention. En tant que mission, nous continuerons de nous efforcer de contribuer à la stabilité, aux progrès politiques et au respect des droits

humains, d'appuyer les priorités concernant les femmes et la paix et la sécurité et le programme relatif aux jeunes et à la paix et à la sécurité, et d'instaurer et de promouvoir une confiance et un dialogue accrus entre les communautés du Kosovo et de la région.

Au nom de tout le personnel de la Mission, je remercie le Conseil de sécurité de continuer d'appuyer la MINUK.

Le Président (*parle en anglais*) : Je remercie M^{me} Ziadeh de son exposé.

Je donne maintenant la parole au Ministre des affaires étrangères de la Serbie.

M. Selaković (Serbie) (*parle en anglais*) : C'est un véritable honneur de prendre la parole une fois de plus devant cet organe à l'occasion de l'examen du dernier rapport du Secrétaire général sur les activités menées par la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK) (S/2022/313) dans le territoire de notre province méridionale, le Kosovo-Metohija.

Je tiens à souligner une fois de plus que la République de Serbie considère l'action de la MINUK comme un des facteurs clefs du maintien de la paix et de la sécurité au Kosovo-Metohija.

La situation au Kosovo-Metohija est loin d'être normale et stable. Dans cette partie de notre pays, les citoyens de nationalité serbe, ainsi que d'autres citoyens non albanais, sont toujours dans la détresse et affrontent chaque nouveau jour avec une grande appréhension, car ils ne savent pas s'ils seront privés de leurs droits humains fondamentaux ou si ces droits seront violés. Ces sentiments sont une réaction à l'instabilité causée par les institutions provisoires d'administration autonome de Pristina. Si nous nous en tenons à tout ce que nous constatons sur le terrain, l'objectif de Pristina est de contraindre encore plus de Serbes et d'autres citoyens non albanais à quitter le Kosovo-Metohija et de mettre fin à toute forme de diversité culturelle et nationale.

Le rapport sur les travaux de la MINUK que nous examinons aujourd'hui donne un aperçu de la situation et contient une description des événements qui ont marqué la période considérée. Nous aurions préféré que ce rapport soit plus détaillé et plus explicite en ce qui concerne l'évaluation des événements et de leurs causes, pour que nous puissions examiner les faits nouveaux survenus au Kosovo-Metohija de manière plus complète et sous leur vrai jour.

Il existe des problèmes évidents au Kosovo-Metohija et il faut en déterminer les causes précises afin de les résoudre. Dans des situations de crise, créer un équilibre artificiel et mettre un signe d'égalité entre deux parties ne contribue en aucune façon à trouver une véritable solution au problème. Si nous ne définissons pas clairement les causes des problèmes, ceux-ci continueront de se poser et deviendront plus complexes.

Pour toutes les personnes vivant au Kosovo-Metohija, il est extrêmement important d'envoyer un message à l'issue de cette séance aux personnes qui détiennent l'autorité et qui ont la capacité de changer la situation pour le mieux. Ce message doit insister sur la nécessité d'instaurer la confiance entre les différents groupes ethniques en veillant à ce que les institutions provisoires d'administration autonome de Pristina respectent les accords conclus, mettent en œuvre ce qui a été convenu et respectent les normes internationales relatives à l'état de droit et aux droits de l'homme.

Le 16 janvier, les institutions provisoires d'administration autonome de Pristina ont interdit, en violation de la résolution 1244 (1999), ainsi que de tous les principes démocratiques, l'organisation d'un référendum au Kosovo-Metohija sur les modifications à apporter à la Constitution de la République de Serbie, relatives au système judiciaire. Malgré les efforts considérables consentis par des acteurs internationaux, notamment le Quintette et l'Union européenne, pour que cela ne se produise pas, Pristina a encore commis cet acte illégal et a empêché la tenue des élections parlementaires et présidentielle de la Serbie au Kosovo-Metohija, le 3 avril. Nous notons que c'était la première fois depuis 1999 que les citoyens du Kosovo-Metohija n'ont pas pu participer aux élections de la République de Serbie, ce qui constituait une violation, entre autres, du mandat clairement défini de la Mission de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe concernant l'organisation des élections. En agissant ainsi, les institutions provisoires d'administration autonome de Pristina ont une fois de plus démontré leur caractère discriminatoire et signalé que l'unilatéralisme est le principe qui sous-tend leurs actions.

De la même manière – c'est-à-dire unilatéralement – le 20 septembre, les institutions provisoires ont déployé des unités de police spéciales avec des véhicules blindés à deux points de passage administratifs vers la Serbie centrale, qui ont confisqué les plaques d'immatriculation de véhicules provenant du nord du Kosovo-Metohija et de la Serbie centrale. La

méthode employée montre clairement que leur objectif était d'intimider les Serbes du nord de la province. Il s'en est suivi une révolte, à juste titre, de la population locale.

Pour les Serbes qui sont victimes de tels actes, cela n'est pas aussi douloureux que la terreur que Pristina exerce au quotidien contre le peuple serbe, tant au sud qu'au nord de la rivière Ibar. Je viens de citer les propos tenus par Srećko Sofronijević, un habitant de la ville de Zvečan au Kosovo-Metohija, de son lit d'hôpital. Le 13 octobre, des membres de la police spéciale lui ont tiré dans le dos pendant leur neuvième incursion dans le nord de la province, en violation des dispositions de l'Accord de Bruxelles, c'est-à-dire illégalement. Nous aurions aimé que son nom figure dans le rapport dont nous sommes saisis aujourd'hui.

La peur de l'incertitude parmi les Serbes et les autres citoyens non albanais du Kosovo-Metohija est également causée par les activités du système judiciaire, qui agit sur la base de chefs d'accusation confidentiels, en violation de toutes les normes internationales. La triste réalité est qu'aujourd'hui au Kosovo-Metohija, si vous êtes Serbe, vous pouvez être condamné à de nombreuses années de prison sur la base de déclarations de témoins non vérifiées ou contradictoires, sans preuves matérielles irréfutables et non ambiguës. C'est une pratique qui de toute évidence consiste à rendre des jugements en fonction de l'appartenance ethnique, et non selon le droit et la justice.

Le nationalisme malveillant des autorités de Pristina se traduit par la mise à l'écart des représentants politiques des Serbes dans les institutions, ce qui permet de les exclure de la prise de décisions, et par la volonté d'écarter définitivement les dirigeants de la communauté serbe au moyen d'enquêtes et de procédures judiciaires lancées pour des raisons politiques. Cela crée un climat d'insécurité totale et conduit à l'exode des Serbes du Kosovo-Metohija. Pour illustrer cela, qu'il me soit permis de rappeler aux membres du Conseil les événements survenus dans la municipalité de Štrpce le 21 décembre 2021, au cours desquels 11 Serbes ont été arrêtés, dont l'ancien maire et vice-président de la Liste serbe, Bratislav Nikolić, qui est toujours en détention sous prétexte de lutte contre la corruption. À cette même occasion, les employés de la municipalité ont été informés qu'ils ne devaient plus se rendre au travail, ce qui a mis en péril les moyens de subsistance de dizaines de familles serbes.

Depuis longtemps, Pristina déclare ouvertement que la création de la communauté des municipalités

à majorité serbe, prévue par l'Accord de Bruxelles, signé il y a neuf ans, ne sera pas autorisée. Cela non seulement sape le dialogue entre Belgrade et Pristina, mais humilie également de manière flagrante les acteurs internationaux, principalement l'Union européenne. En faisant de telles déclarations, Pristina envoie un message aux Serbes qui vivent dans la province, à savoir qu'ils n'ont aucune garantie quant à l'exercice de leurs droits collectifs et que cette privation de droits devrait aboutir à la disparition totale des Serbes du Kosovo-Metohija.

Malheureusement, il y a encore beaucoup d'incidents à caractère ethnique, de discours de haine, d'actes d'intimidation, de violations du droit à un procès équitable, de menaces à la liberté de mouvement et aux droits religieux, de profanations d'églises, de monastères et de cimetières. Au lieu de faire perdre aux membres du Conseil leur temps précieux en les énumérant, nous avons distribué un document officiel détaillant les incidents contre les Serbes au Kosovo-Metohija qui ont été enregistrés au cours de la période considérée.

Le nombre et la nature des incidents – 63 selon nos statistiques, rien que pour la période considérée – illustrent clairement les graves risques et menaces de discrimination permanente auxquels la population serbe et les autres populations non albanaises sont exposées. La relation de cause à effet entre la question du retour des personnes déplacées et le nombre d'incidents à caractère ethnique est évidente. Dans ces conditions, il est facile de comprendre les raisons pour lesquelles il y a encore plus de 200 000 Serbes et autres citoyens non albanais du Kosovo-Metohija déplacés à l'intérieur de la République de Serbie. Nous sommes convaincus que c'est dans ce contexte en particulier que la MINUK pourrait et devrait jouer un rôle important.

Nous nous félicitons que le Secrétaire général ait appelé à faciliter le retour des déplacés. À cette fin, des mesures concrètes s'imposent pour garantir, entre autres, la sécurité des personnes qui reviennent et le plein respect des droits de propriété des déplacés. Nous n'avons pas l'impression que les institutions de Pristina aient la volonté politique de faire évoluer la situation dans le bon sens. Nous constatons l'inverse. Les Serbes sont intimidés de diverses manières et encouragés à quitter leurs logements, et les déplacés sont dissuadés de revenir dans leur lieu de naissance. Cette attitude n'est pas conforme aux valeurs et aux principes publiquement proclamés par Pristina.

Nous voudrions voir une volonté politique claire et des mesures pour prouver que la discrimination fondée

sur la nationalité n'est pas une valeur sociale favorisée au Kosovo-Metohija et que la coexistence est possible et nécessaire. Le moyen le plus rapide et efficace d'y parvenir consiste à respecter les textes juridiques internationaux applicables et les accords conclus.

Pour terminer, je souligne que la République de Serbie n'aura de cesse d'appeler l'attention de la communauté internationale sur les problèmes au Kosovo-Metohija. La Serbie est attachée au respect du droit international et à l'application intégrale de la résolution 1244 (1999), ce qui passe notamment par un engagement renforcé de la MINUK et la présence de la Force de paix au Kosovo comme garante de la paix et de la sécurité. Il importe également que ces missions internationales continuent d'opérer à pleine capacité, compte tenu de ce qui a été dit dans le débat d'aujourd'hui.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à M^{me} Gërvalla-Schwarz.

M^{me} Gërvalla-Schwarz (*parle en anglais*) : Je suis honorée d'être ici en tant que Vice-Première Ministre et Ministre des affaires étrangères de mon pays, la République du Kosovo.

La séance de ce jour a lieu dans une nouvelle ère pour l'Europe et le monde. L'Europe d'avant l'invasion russe de l'Ukraine n'existe plus. En détruisant l'ère d'après-guerre, la Russie met également en danger l'Organisation des Nations Unies.

Par conséquent, notre débat d'aujourd'hui ne peut pas uniquement porter sur la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK), car il faut aussi prendre en considération ces changements fondamentaux. S'agissant de la présence des Nations Unies en République du Kosovo, je peux seulement rapporter que tous les organismes du système, y compris le Programme des Nations Unies pour le développement, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, ONU-Femmes et beaucoup d'autres, sont très respectés et appréciés au Kosovo.

Toutefois, s'agissant de la MINUK, c'est une tout autre histoire. La MINUK n'est pas une mission administrative puisque le Kosovo a un gouvernement. La MINUK n'est pas une mission de maintien de la paix puisque la police du Kosovo et la Force de paix au Kosovo garantissent la sûreté et la sécurité de notre peuple. En fait, la MINUK ne joue plus de rôle dans la vie de nos citoyens et de notre pays. J'estime qu'il faut y voir en soi une évolution tout à fait encourageante. Cela prouve que le Kosovo, État souverain, remplit ses

obligations envers ses citoyens et qu'il est un homologue fiable et responsable pour nos partenaires d'Europe et du monde.

Nous nous félicitons d'avoir pu favoriser et approfondir nos relations avec d'autres pays, non seulement en Europe, mais aussi en Afrique, en Asie et en Amérique, en particulier ces derniers mois. Nous sommes fiers que la République du Kosovo soit respectée, non seulement chez nous mais également dans beaucoup de pays d'Europe et d'ailleurs, comme démocratie dynamique à l'énorme potentiel pour l'avenir. Quatorze ans après l'indépendance du Kosovo, notre république est une réalité mondialement établie et reconnue. Notre pays peut compter sur de nombreux amis et partenaires dans la région et dans le monde. La grande majorité des pays de l'Union européenne et de l'OTAN reconnaissent notre indépendance et soutiennent notre objectif de devenir membre de l'OTAN, de l'Union européenne et de l'ONU.

La République du Kosovo jouit de sphères démocratique, politique et économique robustes. Néanmoins, comme tous les autres pays, nous avons été frappés par la pandémie et par la récente crise énergétique et alimentaire. Tout récemment, le Kosovo a alloué des ressources pour aider les citoyens et les entreprises. Après qu'un nouveau Gouvernement a été élu par une victoire écrasante l'an dernier, le Kosovo a franchi une nouvelle étape pour devenir une démocratie plus transparente, déterminée à combattre la criminalité organisée et à garantir l'état de droit.

Aujourd'hui, nos citoyens placent leur confiance et leur espoir en nous, dans le Gouvernement et dans le pays. Cette confiance se traduit par des succès remarquables dans d'autres domaines. En 2021, la croissance économique a atteint plus de 10 % au Kosovo, soit une des plus fortes hausses enregistrées en Europe l'an passé. Nous avons enregistré un accroissement notable, plus de 30 %, de nos recettes budgétaires, et nos investissements étrangers directs ont connu une forte augmentation, plus de 65 %, au cours des deux dernières années.

La confiance des citoyens est à la fois précieuse et précaire, dans tous les pays. Notre gouvernement bénéficie d'une grande confiance de la part de notre peuple, mais il est aussi face à de grandes attentes. Son travail est difficile, mais il paie et nous profite à tous. Grâce à notre lutte contre la corruption et la criminalité organisée, le Kosovo a gagné 17 places dans le rapport de 2021 de Transparency International. Nous sommes

satisfaits, reconnaissants et fiers que le gouvernement que je représente puisse compter sur l'appui de la population pour nos réformes. Je suis honorée quand des décideurs étrangers nous disent que le Kosovo est devenu un modèle de démocratie et d'état de droit dans notre région. Nous continuerons de défendre et de renforcer ces valeurs.

Je veux dire clairement que l'indépendance du Kosovo n'est pas un mouvement sécessionniste. Notre pays est né du génocide commis par la Serbie. Le Kosovo a longtemps résisté pacifiquement, sans violence, jusqu'à ce que nous soyons forcés de défendre nos familles et nos vies dans une guerre brutale. À la fin, l'OTAN est arrivée et nous a secourus. Le Kosovo a survécu à la tentative d'extinction ouvertement déclarée de la Serbie. Aujourd'hui, nous sommes un exemple qui montre à toutes les victimes d'agression et de génocide que la justice finit toujours par l'emporter. Notre peuple a fait son choix depuis longtemps. Nous faisons partie de l'Occident, tandis que la Serbie, notre voisin du nord, reste un satellite de la Russie. C'est un fait assez unique dans l'Europe moderne, qui illustre la principale raison pour laquelle notre région demeure instable.

En 1999, en l'espace d'à peine 18 mois, 15 000 personnes, sur une population de 1,9 million, ont été sauvagement tuées, 20 000 femmes ont été violées et d'innombrables crimes de guerre et massacres ont été commis. Des milliers de logements, de mosquées, d'églises, d'écoles et de villages entiers ont été réduits à l'état de ruines. Il est extrêmement important de rappeler qu'à l'époque, durant le génocide, le Président Vučić d'aujourd'hui était le Ministre de la propagande de Milošević. Comme en Bosnie-Herzégovine, il n'y a pas vraiment eu de guerre. Il s'est agi d'une campagne d'extinction, comme celle que Poutine tente actuellement de mener en Ukraine. Nous n'oublierons jamais les victimes, et le reste du monde ne devrait pas les oublier non plus. Aujourd'hui, le monde vient juste de découvrir les crimes de guerre perpétrés par la Russie à Boutcha et ailleurs en Ukraine.

Qu'il me soit permis de rappeler les horribles crimes de guerre commis par les Serbes dans un petit village catholique du Kosovo, le massacre de Meja. Le 27 avril 1999, les forces serbes ont tué au moins 377 civils, dont 36 avaient moins de 18 ans. On les a fait sortir d'un convoi de réfugiés et exécutés sur le bas-côté de la route. Les forces serbes ont transporté les cadavres vers un site proche de Belgrade pour dissimuler leurs crimes. Il ne s'agit là que d'un exemple

des nombreuses atrocités innommables commises par la Serbie.

Nous voici au Conseil aujourd'hui, 23 ans plus tard, à écouter les mêmes responsables serbes déverser leur haine et répéter les mêmes discours bellicistes et inhumains. Ni M. Vučić, qui faisait partie du Gouvernement du boucher des Balkans, ni M. Selaković, ni aucun autre de ces nationalistes, n'ont présenté d'excuses – jamais. Au contraire, ils continuent de dissimuler et de défendre les crimes de guerre. Ils érigent en héros les criminels de guerre, car les fondements de ces crimes, à savoir la haine voilée contre notre nation, le racisme et la suprématie serbe, sont toujours aussi vivaces. La Serbie est la plus grande menace pour la normalisation et la paix dans la région.

Au lieu de tirer un trait sur le passé, la Serbie continue de déstabiliser la région, et pas seulement le Kosovo. En septembre dernier, le Président serbe a menacé de guerre notre pays, et ce, en raison d'un différend concernant des plaques d'immatriculation de véhicules. M. Vučić a amassé des soldats et envoyé des avions de guerre à notre frontière à cause de plaques d'immatriculation de véhicules ! Les membres du Conseil peuvent donc constater que ce n'est pas le passé de la Serbie qui est dangereux pour nous, c'est le comportement de la Serbie actuelle qui doit changer.

L'Ambassadeur de la Fédération de Russie en Serbie a appuyé ces discours bellicistes et, en septembre, il a même rendu visite aux soldats serbes stationnés à la frontière. Dans cette même logique, l'Ambassadeur de la Fédération de Russie en Bosnie-Herzégovine vient également de menacer de guerre son pays hôte.

Ces derniers temps, nos équipes de police multiethniques sont devenues la cible d'attaques terroristes, avec une augmentation des tirs sur les policiers et leurs véhicules. Nous avons de la chance que personne n'ait été blessé jusqu'à présent. Ces attaques proviennent du territoire serbe et seraient impensables si M. Vučić ne les tolérât pas. Ses alliés et lui risquent de déclencher un conflit dans les Balkans, que ce soit au Kosovo, en Bosnie-Herzégovine ou au Monténégro. La Serbie et la Russie restent la plus grande menace pour la paix dans la région. Si nous ne refermons pas la boîte de Pandore ouverte par Poutine, Vučić et Dodik, les Balkans risquent d'être replongés dans les ténèbres.

Lorsque Vučić est entré en fonction, la Serbie ne procédait qu'à deux exercices militaires par an avec la Russie de Poutine. L'année dernière, cependant, elle

en a effectué plus d'une centaine. La Serbie a reçu des dons spéciaux, des avions de guerre, de la Russie et du Bélarus. Sous la présidence de Vučić, la Serbie a entrepris un renforcement militaire sans précédent. L'armée du pays est une armée prête à attaquer, et non à se défendre, ce qui est une source de préoccupation majeure pour tous les voisins de la région.

Comme d'autres pays de la région et nous-mêmes le signalons depuis un certain temps, le monde doit prendre au sérieux non seulement le matériel militaire, mais aussi l'idéologie et les campagnes médiatiques. Le Kosovo et les autres pays de la région doivent se protéger de la menace agressive et dangereuse que représente une Serbie autocratique. Fort heureusement, nous avons des amis et des alliés qui se tiennent à nos côtés. Comme au temps de la guerre froide, la dissuasion fonctionne. Malheureusement, elle est indispensable pour traiter avec la Russie et la Serbie dans les Balkans occidentaux.

Dans le même temps, la République du Kosovo est tout à fait disposée et prête à dialoguer. Nous voulons aller de l'avant. Toutefois, pour y parvenir, la Serbie doit d'abord accepter la réalité. Sans la reconnaissance fondamentale de la réalité, il ne peut y avoir de discussion, car nous ne partageons même pas une réalité commune. La République du Kosovo est une nation éprise de paix, dont la licéité de l'indépendance a été confirmée par la Cour internationale de Justice et reconnue par la majorité des pays du monde et de fait par l'écrasante majorité des nations démocratiques et éprises de paix du monde. Les pays n'ont rien à perdre ou à craindre en reconnaissant le Kosovo. Ils ont au contraire beaucoup à y gagner : une Europe plus pacifique, plus stable et plus prospère, ainsi qu'un allié fiable et digne de confiance.

Mais la Serbie doit prendre une décision maintenant. Elle doit décider si elle veut faire partie de l'Occident ou continuer d'agir pour le compte de la Russie. Après l'Ukraine, une chose est sûre : s'asseoir sur deux chaises en même temps et se rallier à deux parties n'est plus une option. Cette époque est révolue. L'agression russe a mis fin à cette ère.

La République du Kosovo et son indépendance n'ont rien de provisoire. La République du Kosovo est un État souverain qui ne va pas disparaître. Reconnaître cette réalité est fondamental pour l'avenir de l'Europe.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole aux membres du Conseil qui souhaitent faire une déclaration.

M. Sharma (Inde) (*parle en anglais*) : Je tiens à remercier la nouvelle Représentante spéciale du Secrétaire général et Cheffe de la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK), M^{me} Caroline Ziadeh, de son premier exposé au Conseil de sécurité sur les activités de la MINUK. Nous saluons la présence de S. E. M. Nikola Selaković, Ministre serbe des affaires étrangères, à la séance d'aujourd'hui.

Je tiens tout d'abord à rappeler la position de principe de l'Inde, qui appuie l'intégrité territoriale et la souveraineté de la Serbie. Nous estimons que toutes les questions en suspens doivent être résolues par la voie de négociations pacifiques. À cet égard, nous prenons note des réunions tenues entre la Serbie et les autorités de Pristina depuis 2014 sous les auspices de l'Union européenne.

Il est essentiel que ces réunions se tiennent sans aucune condition préalable et en toute bonne foi. La mise en œuvre des accords signés, notamment sur la création d'une association de municipalités à majorité serbe du Kosovo, restera fondamentale. En outre, les deux parties doivent trouver un terrain d'entente afin de surmonter leurs préoccupations mutuelles, notamment en ce qui concerne les questions politiques et ethniques. Nous nous félicitons des efforts actuellement déployés, notamment par les membres du Quintette et l'Union européenne, en vue de la reprise du dialogue.

La question des personnes portées disparues, compte tenu de sa dimension humanitaire, doit être réglée en priorité. Nous espérons qu'avec l'appui de la MINUK, les autorités seront en mesure de déterminer ce qu'il est advenu des personnes toujours portées disparues. Le retour volontaire et en toute sécurité des personnes déplacées et des réfugiés en provenance de pays de la région est également une mesure importante de renforcement de la confiance. La MINUK, de concert avec d'autres partenaires internationaux, doit continuer d'encourager les autorités de Pristina à traiter les problèmes de toutes les communautés.

Nous prenons note des activités entreprises par la mission « État de droit » menée par l'Union européenne au Kosovo (EULEX) au cours de la période considérée. En outre, dans le cadre d'un effort de coopération internationale, nous sommes heureux de constater que les contingents de la Force internationale de sécurité au Kosovo ont continué de s'acquitter efficacement de leur mandat en vertu de la résolution 1244 (1999). Les deux missions doivent respecter leurs mandats respectifs et rester neutres. Leur étroite coopération tactique avec

EULEX et les services de police de Pristina a permis, dans l'ensemble, de maintenir la sécurité.

Pour terminer, je note avec satisfaction que la MINUK a joué un rôle important dans la promotion de la sécurité, de la stabilité et du respect des droits humains. Nous appelons toutes les parties à coopérer pleinement avec la MINUK et à faciliter ses travaux.

M. Gallagher (Irlande) (*parle en anglais*) : Je tiens tout d'abord à saluer la toute première participation de la Représentante spéciale du Secrétaire général, M^{me} Ziadeh, au Conseil de sécurité. Elle peut compter sur notre plein soutien dans ses activités futures. Je voudrais également saluer la présence de la Ministre Gërvalla-Schwarz et du Ministre Selaković au Conseil.

L'instauration de la paix requiert une volonté politique. Cela suppose des compromis et des canaux de communication ouverts. En Irlande, nous prions le dialogue et nous y croyons, parce que nous avons vu que le dialogue porte ses fruits. Il apporte la paix, il apporte le progrès et il apporte des résultats aux populations.

C'est pourquoi nous appuyons l'appel lancé par le Secrétaire général pour que Belgrade et Pristina participent de manière constructive et sincère au dialogue facilité par l'Union européenne. Ce dialogue, qui a été lancé suite à une décision de l'ONU, est la voie par laquelle les problèmes et les tensions entre le Kosovo et la Serbie peuvent et doivent être réglés.

Les deux parties doivent s'abstenir de tout discours et agissement propres à semer la division et respecter et mettre en œuvre sans délai les engagements qu'elles ont pris dans le cadre du dialogue. Il y a eu des avancées concrètes qui ont permis d'améliorer la vie quotidienne de toutes les communautés au Kosovo, et elles ne doivent pas être gâchées par des actions qui risquent d'aggraver les tensions.

Un accord de normalisation global, définitif et juridiquement contraignant est essentiel pour les ambitions européennes du Kosovo comme de la Serbie et pour la stabilité de la région des Balkans occidentaux dans l'ensemble.

Nous nous félicitons vivement des mesures prises par le Kosovo pour lutter contre la violence sexuelle et fondée sur le genre, notamment l'adoption d'une stratégie contre la violence domestique et la violence contre les femmes. Nous apprécions et soutenons également le rôle joué par la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK) pour promouvoir

l'égalité des genres, notamment en faisant progresser la mise en œuvre du programme pour les femmes et la paix et la sécurité et du programme relatif aux jeunes et à la paix et à la sécurité, et en apportant un appui aux victimes des violences sexuelles et fondées sur le genre.

Les femmes du Kosovo ont fait des progrès remarquables en matière de représentation politique au niveau national, et nous espérons que cette tendance se reproduira au niveau local dans les années à venir. Pour cela, il faut supprimer tous les obstacles qui entravent encore la participation pleine et égale des femmes à la vie politique. Il faut également leur fournir l'appui ou l'accès aux ressources dont elles ont besoin pour se présenter aux élections au niveau local. Une véritable participation des jeunes du Kosovo aux efforts de prévention des conflits et de consolidation de la paix est également essentielle pour parvenir à une paix durable et viable, et nous avons pris note des observations de la Représentante spéciale du Secrétaire général sur l'accent qu'elle mettra sur ces priorités.

Nous savons que la population du Kosovo aspire à la prospérité et à la stabilité. Nous savons également qu'elle considère que l'adhésion à l'Union européenne l'aidera à atteindre cet objectif et prenons acte des progrès réalisés par le Gouvernement du Kosovo dans la mise en œuvre du programme de réforme en vue de cette adhésion. Dans le même temps, des efforts restent à faire, notamment en ce qui concerne l'état de droit.

Dans ce contexte, je souhaite également souligner l'appui de l'Irlande aux Chambres spécialisées du Kosovo. La lutte contre l'impunité pour les crimes passés est essentielle pour prévenir de futures violations. Les autorités du Kosovo doivent impérativement honorer leurs engagements à l'égard des Chambres spécialisées.

L'ONU continue de jouer un rôle important grâce à ses projets de renforcement de la confiance, en rassemblant les membres de différentes communautés, en particulier les jeunes, et en aidant les communautés les plus vulnérables et marginalisées du Kosovo. Nous apprécions tout particulièrement l'action de la MINUK concernant les personnes disparues et le travail du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés relatif au retour des personnes déplacées.

Des progrès sur ces deux questions sont de nature à apporter aux familles des personnes portées disparues et aux personnes qui sont déplacées depuis trop longtemps le réconfort dont elles ont tant besoin. Ce sont des étapes essentielles du processus de réconciliation au Kosovo et

qui sont importantes pour renforcer la confiance entre le Kosovo et la Serbie.

Au Conseil, nous sommes trop souvent témoins des souffrances causées par les conflits. Nous savons qu'il faut du courage pour surmonter un conflit et pour surmonter les divisions causées par un conflit, mais ce sont des mesures qui doivent être prises et qui valent la peine d'être prises pour le bien des peuples du Kosovo et de la Serbie.

M^{me} Buenrostro Massieu (Mexique) (*parle en espagnol*) : Je voudrais tout d'abord souhaiter la bienvenue à la Représentante spéciale du Secrétaire général, M^{me} Caroline Ziadeh, et la remercier de son premier exposé devant le Conseil en tant que Cheffe de la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK). Nous saluons également la participation du Ministre Selaković et de M^{me} Gervalla-Schwarz à la présente séance.

Le Mexique a suivi avec inquiétude l'évolution récente de la situation dans la région du Kosovo et réaffirme qu'il importe que toutes les parties s'abstiennent d'actions, de politiques et de déclarations susceptibles d'accroître les tensions. Nous déplorons les récentes attaques contre des policiers dans la région du Kosovo et nous nous faisons l'écho de la déclaration faite par la Représentante spéciale Ziadeh, qui a appelé à la retenue et a demandé que les responsables soient traduits en justice.

Un dialogue constructif entre Belgrade et Pristina, sans conditions préalables, est le seul moyen de parvenir à une solution mutuellement acceptable qui contribuera à la paix dans la région, à la cohésion sociale et au respect des droits des minorités. Cela est particulièrement important compte tenu de la situation actuelle en Europe résultant de la guerre en Ukraine. Nous déplorons qu'au cours des six derniers mois, les progrès à cet égard aient été minimes, et nous pensons que le Conseil doit lancer un appel sans équivoque à l'intensification d'efforts.

La participation inclusive et véritable des femmes à tous les aspects de la vie publique, y compris au dialogue facilité par l'Union européenne, est essentielle. Il faut tenir compte des priorités et des attentes des femmes, des jeunes, de la société civile et d'un large éventail de parties prenantes pour aller de l'avant. Nous espérons que les délégations participant au dialogue prendront véritablement en considération les voix des femmes et des jeunes.

En outre, nous constatons avec consternation les niveaux élevés de violence contre les femmes. L'étude réalisée par ONU-Femmes à la fin de l'année dernière a conclu que la violence fondée sur le genre dans la sphère politique et les obstacles à la pleine participation des femmes à la vie politique sont intrinsèquement liés à l'exclusion, à la marginalisation et à d'autres formes de discrimination. Ces tendances doivent être éliminées à la racine, raison pour laquelle nous saluons l'adoption d'une stratégie de protection contre la violence domestique et la violence contre les femmes. Cette stratégie doit être conforme aux normes internationales les plus strictes, telles que celles reflétées dans la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique, ou Convention d'Istanbul.

Bien que le conflit ait pris fin il y a plusieurs décennies, ses effets perdurent. Je voudrais souligner deux aspects.

Premièrement, 1 620 personnes sont toujours portées disparues depuis 1999. Nous saluons les efforts d'accompagnement importants déployés par la MINUK pour maintenir le contact avec les familles et les membres du Groupe de travail sur les personnes portées disparues à la suite des événements survenus au Kosovo. Cependant, nous déplorons que le groupe de travail ne se soit pas réuni pendant cette période, et nous appelons les parties à reprendre la coopération dans le cadre de ce groupe, qui s'est avéré efficace par le passé.

Deuxièmement, sur les 200 000 personnes déplacées en provenance du Kosovo, dont la majorité vit en Serbie, il reste plus de 15 000 personnes déplacées dans la région du Kosovo et près de 70 000 dans les Balkans occidentaux. Nous rappelons l'importance de protéger les droits de toutes les personnes qui retournent dans leur lieu d'origine. Nous exhortons également les autorités de la région du Kosovo à collaborer avec les organisations de la société civile et les communautés locales afin de créer un climat propice à leur retour volontaire, en toute sécurité et dans la dignité, et de promouvoir les processus de réintégration et de réconciliation.

Je conclurai en exprimant la gratitude de mon pays envers la MINUK pour le travail important qu'elle accomplit pour promouvoir le dialogue intercommunautaire et interculturel et pour promouvoir et protéger les droits de l'homme en coordination avec la Force de paix au Kosovo, l'Union européenne et l'Organisation pour la sécurité et la coopération en

Europe. Nous espérons que grâce à la volonté politique, nous pourrions parler de progrès tangibles lors du prochain examen de cette question par le Conseil.

M. Coraiola Yinde Kloss (Brésil) (*parle en anglais*) : Je voudrais tout d'abord remercier M^{me} Caroline Ziadeh, Représentante spéciale du Secrétaire général pour le Kosovo, de ses remarques concernant les activités de la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK) de septembre 2021 à mars de cette année.

Le Brésil salue les efforts déployés par la MINUK pour aider la population du Kosovo. Nous croyons comprendre que malgré les obstacles qui subsistent, la Mission remplit plusieurs de ses principaux objectifs, tels qu'énoncés dans la résolution 1244 (1999), en particulier pour ce qui est de superviser la mise en place d'institutions locales, d'appuyer les activités de consolidation de la paix et d'aider les autorités locales à exercer les fonctions d'administration civile de base. Néanmoins, le récent rapport (S/2022/313) souligne qu'il faut faire davantage en ce qui concerne le renforcement de l'état de droit, la lutte contre la corruption et la criminalité organisée, le respect des droits des minorités et, de manière déterminante, la création de l'Association/Communauté des municipalités serbes du Kosovo, comme convenu dans l'Accord de Bruxelles.

Nous saluons également les initiatives menées par l'Union européenne et les États-Unis pour favoriser le dialogue et la compréhension entre Pristina et Belgrade. À cet égard, la reprise des contacts directs entre les autorités des deux parties en octobre dernier est particulièrement encourageante.

Nous constatons que malgré l'appui continu de la communauté internationale, un règlement politique demeure hors de portée. Comme l'indique clairement le rapport sur la MINUK, il y a une grande méfiance entre Belgrade et Pristina, et leur coopération est insuffisante. En outre, au Kosovo, les Serbes et les autres minorités ont le sentiment d'être persécutés et victimes de discrimination. C'est très regrettable, car la stabilité politique du Kosovo est d'une importance capitale pour les Balkans occidentaux.

À cet égard, nous pensons que le débat persistant sur la reconnaissance du Kosovo en tant qu'État indépendant nuit au processus politique général et compromet les perspectives d'une coopération régionale digne de ce nom. La résolution 1244 (1999) indique clairement que la population du Kosovo pourra jouir

d'une autonomie substantielle en Serbie, alors que la mise en place d'institutions d'auto-administration politiques vise à faire en sorte que tous les habitants du Kosovo puissent vivre en paix et dans des conditions normales. Comme les rapports du Secrétaire général nous en informent, dans l'ensemble, le Kosovo jouit d'une autonomie importante, mais les conditions d'une vie pacifique et normale pour toutes les communautés de la région ne sont pas encore réunies. Par conséquent, le principal objectif de la MINUK n'est toujours pas atteint, et le débat sur l'indépendance du Kosovo semble prématuré.

Les différentes communautés de la région doivent engager un vaste dialogue afin d'apporter la stabilité et la prospérité si nécessaires. Ce dialogue politique global doit être régi par les principes du strict respect des droits de l'homme, y compris la liberté de religion et l'intégrité des sites religieux, et du renforcement de l'état de droit.

De nombreux observateurs ont fait remarquer que le statu quo au Kosovo n'est pas viable et que l'absence d'accord pourrait non seulement aggraver les tensions et contribuer à éloigner les communautés les unes des autres, mais risque également de provoquer des changements irréversibles sur le terrain et de réduire davantage les perspectives d'un règlement. Par conséquent, Pristina et Belgrade doivent faire preuve d'un sentiment d'urgence renouvelé et reprendre le processus de négociation.

Le Brésil ne sous-estime pas la complexité des questions en jeu, en particulier en ce qui concerne le statut futur du Kosovo. Le Brésil a toujours appuyé les efforts visant à trouver une solution négociée qui permette aux peuples des Balkans de vivre en paix, dans la sécurité et la prospérité, et continuera de le faire.

M. Dai Bing (Chine) (*parle en chinois*) : Je remercie la Représentante spéciale du Secrétaire général pour le Kosovo, M^{me} Ziadeh, de son exposé, et je salue la participation du Ministre serbe des affaires étrangères, S. E. M. Selaković, à la présente séance. J'ai également écouté avec attention la déclaration de M^{me} Gërvalla-Schwarz.

À l'heure où l'Europe est confrontée à de redoutables problèmes de sécurité, le maintien de la stabilité au Kosovo revêt une importance encore plus grande. La communauté internationale, en particulier le Conseil de sécurité, doit rester concentrée et mobilisée, travailler dans le cadre de la résolution 1244 (1999), et accompagner les parties concernées dans la recherche d'une solution politique mutuellement acceptable par

la négociation et la concertation. Dans ce processus, la souveraineté, l'indépendance et l'intégrité territoriale de la Serbie doivent être pleinement respectées. À la lumière de la situation actuelle, je voudrais formuler quatre observations.

Premièrement, il importe de maintenir la sécurité et la stabilité du Kosovo. Depuis septembre dernier, le Kosovo prend une série de mesures unilatérales, qui entraîne une escalade des tensions. Tant que les deux parties ne seront pas parvenues à un nouveau consensus par le dialogue et la concertation, toute action unilatérale ne fera qu'aggraver les tensions, ce qui n'est dans l'intérêt d'aucune partie ni dans les intérêts de sécurité généraux de l'Europe. L'accord temporaire sur les plaques d'immatriculation de véhicules est sur le point d'expirer. La Chine encourage les deux parties à trouver un accord souple et pragmatique, sous la coordination de l'Union européenne, et à envisager activement de prolonger l'accord temporaire actuel.

Deuxièmement, il importe de protéger les droits légitimes des Serbes du Kosovo. La coexistence harmonieuse de tous les groupes ethniques est la clef de la stabilité à long terme du Kosovo. Pristina doit adopter des mesures énergiques pour renforcer la confiance mutuelle, la solidarité et la coopération entre tous les groupes ethniques, y compris préserver les droits légitimes des Serbes du Kosovo. Depuis janvier de cette année, des différends opposent les deux parties au sujet de la participation des Serbes vivant au Kosovo aux élections serbes.

La Chine estime que toute mesure unilatérale prise en violation des pratiques établies ne fera qu'exacerber les différends existants et ne contribuera pas au règlement politique de la question du Kosovo. Nous espérons que des incidents similaires ne se reproduiront pas. La communauté internationale, en particulier l'Union européenne, doit jouer un rôle important à cet égard.

Troisièmement, il importe de continuer à promouvoir le dialogue entre la Serbie et le Kosovo. Depuis juillet dernier, les pourparlers de haut niveau sont une fois de plus dans l'impasse. Nous attendons avec intérêt la relance du processus de dialogue sous les auspices de l'Union européenne. Les résultats déjà obtenus dans le cadre des négociations entre les deux parties doivent être pleinement respectés et mis en œuvre. Nous exhortons le Kosovo à prendre des mesures concrètes pour mettre en œuvre dès que possible les dispositions de l'Accord de Bruxelles sur la mise en

place de l'Association/Communauté des municipalités serbes, afin de lever un obstacle majeur dans les relations bilatérales.

Quatrièmement, il importe d'aider la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK) à s'acquitter de son mandat. La MINUK a été créée en application de la résolution 1244 (1999) et assume d'importantes responsabilités sur la question du Kosovo. Compte tenu de l'impasse dans laquelle se trouvent les pourparlers bilatéraux et des tensions actuelles sur le terrain, il est essentiel de maintenir la présence de la MINUK. La Chine se félicite des efforts déployés par la MINUK sous la direction de la Représentante spéciale du Secrétaire général Ziadeh, et appuie la MINUK s'agissant de s'acquitter de ses tâches conformément à son mandat et de jouer un rôle important dans le maintien de la paix et de la stabilité au Kosovo, dans la lutte contre la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), dans la promotion de la réconciliation nationale et dans l'assistance au retour des déplacés.

L'ONU et le Conseil de sécurité doivent continuer à appuyer la MINUK, et lui fournir le soutien politique, les effectifs et les ressources financières dont elle a besoin pour s'acquitter pleinement de son mandat. Le Kosovo doit également fournir des garanties de sécurité et faciliter les opérations de la MINUK prévues dans son mandat.

M^{me} Evstigneeva (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Nous félicitons la Représentante spéciale du Secrétaire général pour le Kosovo, M^{me} Caroline Ziadeh, d'avoir présenté son premier exposé sur la situation dans la province du Kosovo et de nous avoir fait part de ses vues. Nous saluons la participation du Ministre serbe des affaires étrangères, M. Nikola Selaković, à la présente séance. Nous avons également écouté les observations de M^{me} Donika Gërvalla-Schwarz.

Qu'il me soit tout d'abord permis de souligner que la position de la Russie sur le Kosovo reste inchangée. La résolution 1244 (1999) constitue la base juridique internationale pour le règlement de cette question. Nous pensons que Belgrade et Pristina doivent trouver une solution viable et mutuellement acceptable sur la base de ce document du Conseil, qui soit conforme aux normes du droit international et approuvée par le Conseil de sécurité.

Avant de livrer notre analyse de la situation actuelle au Kosovo, nous tenons à rappeler à nos

collègues que le mois de mars dernier a marqué le vingt-troisième anniversaire des bombardements de Belgrade par la coalition de l'OTAN. Cette opération, qui a duré 78 jours, a tué des milliers de civils et détruit plus de 1 500 établissements humains, 60 ponts, 30 % des écoles, des hôpitaux et une centaine de monuments. La coalition a largué des dizaines de milliers de bombes et de missiles de croisière, dont beaucoup étaient chargés d'uranium appauvri. Au total, 15 tonnes de cette substance radioactive ont été utilisées, entraînant la contamination de vastes zones. Ce crime a entraîné des conséquences désastreuses sur la santé des personnes et sur l'environnement, qui sont encore visibles aujourd'hui.

Nous ne pouvons pas non plus passer sous silence l'allié que l'OTAN s'est choisi sur le terrain, à savoir l'Armée de libération du Kosovo (ALK), dont les nombreux crimes demeurent à ce jour impunis. Le 7 janvier 2011, l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe a publié un rapport sur les crimes commis par l'ALK entre 1998 et 2000, dont des crimes contre l'humanité, des crimes de guerre, des enlèvements et des assassinats systématiques, ainsi que le trafic d'organes à grande échelle.

Nous sommes à présent en 2022 et nous continuons de suivre le travail des Chambres spécialisées, en espérant que les procédures seront objectives et les verdicts justes, mais en vain à ce jour. Nous jugeons inacceptables les tentatives faites par Pristina pour contester la légitimité des procédures judiciaires et convaincre la communauté internationale du caractère fondamentalement irréprochable des membres de l'ALK.

Je voudrais également rappeler que le 24 mars 1999 (voir S/PV.3988), le Représentant permanent de la Fédération de Russie auprès de l'Organisation des Nations Unies, qui était alors M. Lavrov, a mis en garde contre les conséquences néfastes à long terme de l'action de l'OTAN, non seulement pour les perspectives de règlement de la situation au Kosovo et pour la sécurité dans les Balkans, mais aussi pour l'ensemble du système actuel de relations internationales. C'est semble-t-il à ce moment-là que l'Occident a endossé le rôle de gendarme du monde et a ainsi ouvert la boîte de Pandore.

L'adoption de la résolution 1244 (1999) du Conseil de sécurité aurait dû constituer une étape décisive pour mettre un terme à l'effusion de sang et permettre de commencer à œuvrer pour la réconciliation entre Belgrade et Pristina. Toutefois, les membres

occidentaux du Conseil de sécurité ont été les premiers à faire fi de cette résolution, lorsqu'ils se sont empressés de reconnaître en 2008 l'indépendance unilatéralement proclamée par le Kosovo en l'absence de tout référendum ou de toute décision pertinente du Conseil de sécurité ou de l'Assemblée générale. C'est ainsi qu'a été créé le quasi-État du Kosovo, un projet bénéficiant du soutien inconditionnel de l'Occident.

Deux autres années se sont écoulées. Le processus de négociation a été placé sous les auspices de Bruxelles. Cependant, les accords conclus à Bruxelles en 2013 n'ont malheureusement pas donné de résultats politiques tangibles. Sous divers prétextes, les Albanais du Kosovo font obstacle à la création d'une association des municipalités serbes depuis maintenant neuf ans, faisant ainsi dérailler le processus de réconciliation interethnique dans la province. Or, une telle association doit fournir des garanties fondamentales pour la survie des Serbes du Kosovo dans les domaines de la sécurité, du système judiciaire et de la police, ainsi que des affaires socioéconomiques et culturelles. Nous regrettons que ni le rapport du Secrétaire général (S/2022/313) ni les déclarations de la plupart de nos collègues n'accordent une attention particulière à cette question.

En l'absence de cette association des municipalités, les Serbes du Kosovo demeurent dans une position très défavorable. En voici un exemple frappant : les attaques visant les Serbes du Kosovo et leurs biens ont doublé en 2021 par rapport à 2020. Et leur nombre a encore fortement augmenté cette année, puisque 35 incidents ont été recensés entre janvier et mars.

Je tiens à rappeler que, depuis 1999, les régions du sud du Kosovo ne comptent pratiquement plus de Serbes. Néanmoins, les efforts déployés pour les contraindre à quitter le Kosovo se poursuivent sans relâche. L'objectif manifestement recherché est d'effacer totalement leur identité culturelle et religieuse. Les églises et monastères orthodoxes, y compris ceux qui figurent sur la Liste du patrimoine mondial de l'UNESCO, sont soumis à une menace permanente. L'un d'entre eux, le monastère de Visoki Dečani, n'a pas pu récupérer les terres adjacentes depuis 2016, malgré la décision rendue en sa faveur par la soi-disant Cour constitutionnelle du Kosovo.

Outre les Serbes, d'autres non-Albanais sont également victimes de discrimination. En fait, on essaie de chasser toutes les minorités nationales de la province. Le nombre des non-Albanais qui retournent au Kosovo est négligeable. J'invite mes collègues du Conseil de sécurité à se demander s'ils veulent être complices de

la création d'un Kosovo épuré sur le plan ethnique, qui serait « uniquement destiné aux Albanais ». La Russie rejette fermement de telles perspectives.

La manière dont le soi-disant Gouvernement du Kosovo a traité les droits électoraux des Serbes du Kosovo est aussi absolument inacceptable. Contrairement à la pratique antérieure, ils se sont d'abord vu refuser la possibilité de voter dans le référendum serbe du 16 janvier, puis pour les élections présidentielle et législatives du 3 avril. Concrètement, cette mesure a exclu des dizaines de milliers de personnes du processus démocratique. Nous condamnons fermement les tentatives d'occulter les effets préjudiciables à long terme d'une telle action. Nous demandons qu'à l'avenir, les présences internationales, à commencer par les missions de l'ONU et de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, s'opposent à ce type de violence légale – en actes et non en paroles – conformément aux vastes mandats qui leur ont été confiés.

Parmi les autres actions unilatérales dangereuses entreprises par les Kosovars, citons les mesures destinées à déstabiliser le nord de la province, peuplé de Serbes. En septembre et octobre 2021, la situation a bien failli dégénérer lorsque les forces spéciales de Pristina se sont emparées d'un poste de contrôle de la frontière administrative et de plusieurs autres installations. Nous rappelons que la police du Kosovo a fait usage d'armes à feu. Des dizaines de civils ont été blessés. Ce comportement irresponsable se perpétue, notamment dans les enclaves serbes isolées - et donc plus vulnérables - du sud. Les justifications officielles de cette situation sont d'une absurdité sidérante. Elles vont de la recherche infructueuse d'articles de contrebande aux tentatives de saisie de vaccins contre la maladie à coronavirus (COVID-19).

La position de Pristina à l'égard de la MINUK est tout aussi inacceptable. Les Albanais du Kosovo responsables du passage à tabac et de la détention de M. Krasnoshchekov, membre de la MINUK, le 28 mai 2019 n'ont toujours pas été traduits en justice. Puis, le 31 décembre 2021, les autorités régionales ont déclaré un autre membre de la Mission, M. Antonov, persona non grata, en violation flagrante des normes juridiques internationales établies. Il est évident que l'ONU doit redoubler d'efforts pour protéger l'immunité de ses représentants au Kosovo. Le travail de la MINUK demeure très important. Elle doit s'acquitter pleinement de son mandat et disposer de toutes les ressources nécessaires à cette fin.

Nous sommes vivement préoccupés par les efforts incessants que déploient M. Kurti et son entourage depuis fin février pour déstabiliser la situation dans la région en multipliant les discours antiserbes et en appelant l'Occident à « prendre le Kosovo sous son aile » face à de prétendues menaces imminentes. Pristina a commencé à demander avec insistance son intégration accélérée à l'OTAN et aux autres alliances occidentales, ainsi que la mise en place d'une nouvelle base militaire permanente de l'OTAN au Kosovo. De tels projets, ainsi que l'intention de créer une « armée » à part entière au Kosovo, sont fondamentalement contraires à la résolution 1244 (1999) et risquent de provoquer une nouvelle escalade. Nous avons entendu parler de nombreuses reprises des systèmes de missiles antichars et de missiles guidés qui ont été livrés par les Britanniques à Pristina, ainsi que de l'envoi d'instructeurs pour former les « forces de sécurité » du Kosovo.

Quant aux Kosovars eux-mêmes, ils devraient revoir complètement leurs priorités et orienter leurs ressources non pas vers l'achat d'armements, notamment par l'intermédiaire du fonds spécialement créé pour lever des fonds destinés au renforcement de la défense de la province, mais vers l'amélioration de la situation socioéconomique difficile.

Telle est la réalité du prétendu État kosovar. En dépit des stratégies employées par les États-Unis et un certain nombre d'États de l'Union européenne pour aboutir à sa création en 1999, stratégies dont j'ai fait état au début de mon intervention, ni Bruxelles ni même Washington n'ont aujourd'hui d'influence notable sur Pristina. Récemment, les États occidentaux ont intensifié leurs critiques à l'égard des autorités kosovares, en les accusant de ne pas respecter les normes fondamentales en matière de démocratie et de droits humains, mais celles-ci sont restées sans effet.

Ces remontrances sont insuffisantes, car elles ne sont pas étayées par des mesures concrètes. Cette situation a fait que le dialogue se retrouve dans l'impasse et a conduit Bruxelles à discréditer les efforts de médiation. À mesure que cette crise prolongée au Kosovo s'aggrave, cette entité fait peser des menaces évidentes sur l'ensemble de l'espace européen – des menaces économiques, migratoires et même terroristes. Il faut comprendre que cette approche est irresponsable.

M. Hoxha (Albanie) (*parle en anglais*) : Je remercie M^{me} Caroline Ziadeh, Représentante spéciale du Secrétaire général et Chef de la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au

Kosovo (MINUK), pour son exposé, et je lui présente tous mes vœux de réussite dans ses nouvelles fonctions. Je souhaite la bienvenue, à la présente séance, à M^{me} Donika Gërvalla-Schwarz, Vice-Première Ministre et Ministre des affaires étrangères et de la diaspora de la République du Kosovo, et à M. Nikola Selaković, Ministre des affaires étrangères de la Serbie.

Qu'il me soit permis tout d'abord de féliciter la République du Kosovo et ses autorités pour leurs accomplissements, et ce, malgré un contexte particulièrement défavorable en raison de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19). Les élections locales qui se sont déroulées en octobre ont démontré une fois de plus les avancées réalisées par le Kosovo dans l'édification d'un État pour les citoyens et par les citoyens. Le Kosovo est une démocratie à part entière et un acteur majeur de la stabilité dans la région. Son essor démocratique interne et sa politique étrangère et de sécurité ont contribué à la stabilisation des Balkans occidentaux.

Comme nous l'avons entendu aujourd'hui, le Kosovo a enregistré des progrès remarquables en ce qui concerne le programme pour les femmes et la paix et la sécurité et le programme relatif aux jeunes et à la paix et à la sécurité, en plus de l'augmentation du nombre de femmes élues, y compris aux postes les plus élevés.

Nous saluons le Kosovo pour la position claire qu'il a adoptée au sujet de l'Ukraine et pour son alignement sur les sanctions, et nous félicitons le Gouvernement et le peuple du Kosovo pour la générosité dont ils font preuve en accueillant des réfugiés afghans et, depuis peu, des déplacés ukrainiens, y compris des journalistes.

Depuis 1999, soit depuis 23 ans, la MINUK soutient le Kosovo et ses citoyens dans la reconstruction de leur avenir. Nous remercions tous les acteurs qui ont apporté leur pierre à l'édifice pour aider le Kosovo et ses citoyens à aller de l'avant.

Après la déclaration d'indépendance en 2008 et la légitimité internationale découlant de l'avis rendu par la Cour internationale de justice en 2011, les compétences et les responsabilités de la MINUK ont été progressivement transférées aux autorités du Kosovo. C'était la meilleure chose à faire. De plus, face à une situation qui s'est considérablement améliorée, les séances du Conseil consacrées à cette question se sont faites plus rares. En effet, lorsqu'il n'y a pas grand-chose à dire, il n'est pas nécessaire de tenir des réunions.

Nous sommes donc arrivés à un stade qui requiert un examen objectif de la situation. Au vu des progrès réalisés dans l'ensemble et de la consolidation des institutions du Kosovo, du renforcement de son profil international et des perspectives d'accord offertes par le dialogue en cours, il ne fait aucun doute que le rôle de la MINUK sera encore plus réduit et amoindri. Il n'y a aucun mal à cela. C'est dans l'ordre des choses. Les missions de l'ONU ne sont pas censées se poursuivre indéfiniment. Elles ont vocation à accomplir leur tâche et à se retirer dès que la situation le permet. La MINUK ne fait pas partie intégrante du Kosovo. Elle a reçu un mandat pour accomplir une tâche précise et, de notre point de vue, ce mandat, dans son essence, a été accompli. Nous nous demandons en quoi la MINUK, dans sa configuration actuelle, est pertinente et encore nécessaire au Kosovo.

Nous avons lu très attentivement le rapport du Secrétaire général sur la MINUK (S/2022/313). La Mission ne joue aucun rôle majeur dans les domaines essentiels dans lesquels le Kosovo a besoin d'aide. Le dialogue entre le Kosovo et la Serbie est facilité par l'Union européenne. L'ordre public et la sécurité sont au cœur des activités du Service de police du Kosovo, de la Force de sécurité du Kosovo, de la mission « État de droit » menée par l'Union européenne au Kosovo et de la Force de paix au Kosovo. Les droits des minorités nationales sont consacrés par la Constitution du pays et garantis par ses institutions. Le système judiciaire du Kosovo a été consolidé et est en voie d'amélioration.

Il convient de garder à l'esprit un élément fondamental : la situation au Kosovo ne relève plus du domaine de la paix et de la sécurité. Le Kosovo ne constitue plus un enjeu relevant du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies. Parler de maintien de la paix au Kosovo n'a plus aucun sens aujourd'hui. Nous nous interrogeons dès lors sur la raison d'être de la MINUK.

La MINUK, qui est dotée d'un budget d'environ 42 millions de dollars par an et d'un effectif de 374 personnes, doit faire l'objet d'un examen global quant à son rôle et à son efficacité, et ce, afin d'éviter les doubles emplois avec d'autres organismes qui interviennent sur place ou qui tournent simplement dans le vide. De cette manière, le Conseil pourra mettre un terme au mandat de la MINUK et favoriser la transition vers une présence plus efficace de l'ONU, adaptée aux besoins du pays.

Dans ce contexte, nous saluons les efforts déployés par l'équipe de pays des Nations Unies pour satisfaire

aux besoins et répondre aux priorités du Kosovo. Toutefois, tant que la MINUK sera présente au Kosovo, nous attendrons d'elle qu'elle donne le meilleur d'elle-même et qu'elle aide, en toute impartialité, le Kosovo et ses citoyens. Nous avons écouté très attentivement la Représentante spéciale, qui a exprimé son engagement de à cet égard.

Au-delà des considérations juridiques en matière de communication, nous attendons de la MINUK qu'elle mène une enquête approfondie et en bonne et due forme sur les allégations portées contre des membres de son personnel, qui ont été déclarés *persona non grata* par les autorités. L'identité et les agissements de ces personnes sont de notoriété publique. Nous attendons de la MINUK qu'elle vérifie adéquatement les antécédents des membres de son personnel et qu'elle veille à ce que ceux-ci agissent dans le strict respect de leur mandat, en toute impartialité – et non avec des intentions cachées – ainsi que dans le respect de la sécurité nationale du Kosovo et des règles du pays hôte.

Nous appuyons pleinement le dialogue facilité par l'Union européenne entre le Kosovo et la Serbie et invitons toutes les parties concernées à l'intensifier. Rien ne peut remplacer le dialogue, mais ce dont nous avons besoin, c'est d'un processus dynamique et fructueux, et non d'un processus figé. Un dialogue interminable qui ne donne aucun résultat ne fait que saper la confiance du public.

L'image qu'on avait des Balkans, d'une région en proie à l'agitation et à l'instabilité politique, n'existe plus. Bien entendu, les cicatrices du passé n'ont pas complètement disparu. Comment cela serait-il possible, au vu de ce que le Kosovo et la région ont traversé ? Nous ne devons pas oublier les personnes disparues. Les violences sexuelles commises en période de conflit ne doivent pas rester impunies. Nous entendons le cri silencieux de quelque 20 000 femmes et jeunes filles du Kosovo qui ont été utilisées comme arme de guerre par des Serbes qui sont toujours en liberté. Toutefois, notre priorité doit être d'améliorer le présent et l'avenir. Si les Balkans sont loin d'être parfaits, la réalité dans cette région est tout à fait différente aujourd'hui. Je mets au défi quiconque – au Conseil ou ailleurs – de soutenir et de démontrer que la situation dans les Balkans n'est pas bien meilleure aujourd'hui, avec le Kosovo comme pays indépendant.

L'indépendance du Kosovo est une réalité, et cette question a été réglée il y a 14 ans. Elle ne doit pas faire l'objet de débats au Conseil ou ailleurs. Il appartenait

aux Kosovars de se prononcer sur cette question – et ils l’ont fait. Depuis 2008, l’ensemble de la région avance sur la voie de la paix et du développement, concrètement et avec des perspectives d’une coopération régionale étroite qui ne cessent de s’améliorer, et se rapproche de l’Union européenne, individuellement et collectivement. Le Conseil n’en a peut-être pas connaissance, mais les Balkans occidentaux ont créé des institutions communes au sein desquelles des ressortissants serbes et kosovars travaillent ensemble, comme le Fonds pour les Balkans occidentaux et l’Office régional de coopération pour la jeunesse, dont les sièges se trouvent à Tirana.

Nos dirigeants se réunissent fréquemment, un peu partout, en Albanie et en Serbie, en Macédoine du Nord et au Kosovo, et ils ne discutent pas de conflits, de tensions ou de guerre. Ils parlent de réconciliation et de coopération ; nous discutons de la libre circulation des personnes et des capitaux. Nous parlons de l’Europe. Il s’agit, à notre avis, du meilleur investissement pour l’avenir. Dans notre région du monde, nous n’avons pas besoin de plus d’armes, nous avons besoin de cerveaux. Nous n’avons pas besoin de drones assassins ; nous avons besoin d’idées, d’innovations et d’investissements.

Enfin, qu’il me soit permis d’aborder une question essentielle pour la région, tant pour le Kosovo que pour la Serbie : celle de la réconciliation. La guerre d’agression menée contre l’Ukraine a ravivé les terribles souvenirs de la guerre qui a eu lieu pendant la dissolution de la Yougoslavie. Les massacres de civils – que ce soit à Boutcha, en Ukraine, ou à Reçak, au Kosovo, ou à Srebrenica, en Bosnie-Herzégovine – ont tous un point commun : ce sont des crimes ignobles, inacceptables, intolérables. Et leurs auteurs finissent toujours par rendre des comptes. Milošević est mort derrière les barreaux ; Karadžić a été reconnu coupable de génocide et paie pour ses actes. À bon entendeur, salut ! L’instrumentalisation des minorités nationales – au Kosovo ou ailleurs – est un jeu dangereux aux conséquences terribles, comme nous avons pu le constater à maintes reprises. Notre région en a connu les pires formes par le passé.

Nous avons expliqué à plusieurs reprises que l’agression russe touche directement et indirectement le monde entier, y compris les Balkans occidentaux, et nous ne devons pas oublier ni perdre de vue la nécessité d’atténuer véritablement ces menaces. On ne doit pas donner la moindre chance aux éléments agissant pour le compte de la Russie dans la région de compromettre ou d’anéantir les avancées réalisées.

À cet égard, nous condamnons avec la plus grande fermeté les récentes attaques qui ont visé la police au Kosovo, comme l’a fait à juste titre la Représentante spéciale du Secrétaire général. Ces attaques criminelles ne font que créer des tensions artificielles qui favorisent les activités illégales. Elles doivent être condamnées par tous, y compris la Serbie, et les auteurs doivent être amenés à répondre de leurs actes. Aucune partie du territoire du Kosovo ne doit être abandonnée à la criminalité, et nous encourageons vivement les autorités kosovares à prendre toutes les mesures qui s’imposent pour faire régner l’ordre.

L’état de droit ne doit jamais être remis en question pour les démocraties. Une législation complète et des bonnes pratiques relatives aux minorités nationales existent en Europe et dans les Balkans, et le Kosovo dispose d’un des cadres législatifs les plus efficaces et solides et peut se targuer d’un bilan exemplaire en matière de mise en œuvre. Nous ne sommes pas les seuls à le dire. Même si les minorités au Kosovo représentent moins de 5% de la population, le Kosovo s’est imposé comme un État multiethnique. Nous ne sommes pas d’accord avec le tableau dépeint par le Ministre serbe des affaires étrangères à cet égard, car il ne correspond tout simplement pas à la réalité. La création d’entités artificielles qui ne peuvent que générer des dysfonctionnements au sein d’un État n’est pas une option et ne doit pas être soutenue, et l’Albanie ne le cautionnera jamais. Les seules solutions viables sont celles qui garantissent les droits sur le plan juridique et leur exercice par l’intermédiaire des institutions, et ce doit également être le cas au Kosovo.

J’encourage la Serbie et le Kosovo à participer sérieusement au dialogue facilité par l’Union européenne et, en refermant les sombres chapitres du passé, à bâtir leur avenir sur la base de la reconnaissance mutuelle, des relations de bon voisinage, du renforcement des liens économiques et commerciaux, des échanges dans les domaines des sciences, de l’éducation et de la culture, et des contacts interpersonnels, en particulier entre les jeunes. Il n’y a rien à inventer puisque tout a déjà été fait. Tout ce qu’il faut c’est plus de courage politique, de sagesse et de vision à long terme.

Je vais ajouter quelques mots, ce que je n’avais pas prévu de faire aujourd’hui. J’ai écouté notre collègue russe et je regrette de devoir réagir, mais puisque j’ai la parole, je voudrais dire qu’étant de la région, ce que nous avons entendu aujourd’hui n’est pas vrai. Au cours des dernières semaines, nous avons pris l’habitude des

discours mensongers de la Russie en ce qui concerne l'Ukraine. Maintenant la Russie les étend au Kosovo. Nous regrettons que la Russie ne puisse se rendre compte que la réalité a changé dans les Balkans occidentaux. La vision de la Russie est troublée, et c'est pourquoi au lieu de voir la région telle qu'elle est, la Russie voit ce qu'elle souhaite. Nous en sommes désolés.

M. Biang (Gabon) : Je remercie la Représentante spéciale du Secrétaire général, M^{me} Caroline Ziadeh, pour son exposé sur les derniers développements sur le terrain et pour son intense activité depuis sa prise de fonctions. Je salue la participation à cette séance du Ministre serbe des affaires étrangères, S. E. Nikola Selaković, et je remercie M^{me} Donika Gërvalla-Schwarz pour son exposé.

Plus de deux décennies après l'établissement de la présence internationale, conformément à la résolution 1244 (1999) du Conseil, la situation au Kosovo reste préoccupante à plusieurs titres. Le processus de normalisation entre le Kosovo et la Serbie est en retrait des attentes. Il est à déplorer que les mouvements diplomatiques et les diverses initiatives visant la reprise d'un dialogue de bonne foi, sur la base des accords existants, n'aient pas été suivis d'effets.

En dépit de quelques rencontres au niveau technique, le dialogue peine en effet à s'élever au niveau des plus hautes autorités, et une seule rencontre de haut niveau a eu lieu durant la période considérée. La normalisation est au centre du processus d'intégration régionale et internationale du Kosovo et constitue l'élément moteur qui lui permettra d'entrer dans un cercle vertueux en termes de développement.

La question de la libre circulation reste un défi majeur. Il est pourtant crucial pour la cohésion du Kosovo que l'ensemble des citoyens puissent jouir de la plénitude de leur droit de circuler sans crainte pour leur sécurité. Pour ce faire, une solution durable doit être trouvée en ce qui concerne les plaques d'immatriculation dans la région du nord à majorité serbe.

La mise en œuvre de l'Accord de Bruxelles est un pilier important dans le processus de normalisation et constitue un élément vital pour l'autonomie des communautés serbes. Retarder sa mise en œuvre ne peut qu'éloigner le Kosovo de la stabilité dont il a besoin. Je voudrais néanmoins saluer les actions de la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK) visant à favoriser le vivre-ensemble

et à multiplier les relations interethniques et la cohésion sociale.

Nous saluons également la volonté affichée du Président Vučić de poursuivre les négociations avec Pristina dans la perspective de la création de l'Association/Communauté des municipalités serbes du Kosovo, comme prévu dans le Premier Accord sur les principes gouvernant la normalisation des relations d'avril 2013. Un engagement plus ferme est en effet nécessaire pour donner un nouvel élan dans ce sens. Les populations du Kosovo ont besoin de cette normalisation pour leur bien-être et pour leur essor économique.

C'est dans ce contexte que nous déplorons la décision du Parlement kosovar de ne plus permettre la participation des Serbes du Kosovo aux processus électoraux serbes au Kosovo. Nous exhortons les autorités du Kosovo et de la Serbie à trouver un accord mutuellement satisfaisant dans ce domaine. Naturellement, le Quintette a un rôle à jouer dans cette perspective.

La situation sécuritaire est encore très fragile au Kosovo. La violence touche singulièrement les communautés minoritaires, en particulier la communauté serbe. Ces violations touchent également des lieux de culte et des cimetières religieux et nuisent au vivre-ensemble et aux interactions intercommunautaires. La discrimination envers les communautés minoritaires doit être combattue avec plus de vigueur et la loi sur la protection contre la discrimination doit être mise en œuvre.

Les progrès en ce qui concerne le retour et la réintégration des personnes déplacées sont eux aussi très lents, avec seulement 118 retours enregistrés par le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés durant la période concernée. Il est urgent qu'une solution durable soit trouvée à la situation de ces personnes et qu'elles puissent rentrer chez elles dans de bonnes conditions.

La question des personnes disparues est d'un intérêt déterminant pour l'édification du Kosovo. Le fait que le Groupe de travail sur les personnes portées disparues, mis en place entre Belgrade et Pristina, n'ait tenu aucune réunion au cours de la période considérée retarde un peu plus l'administration des cas de 1 620 personnes toujours portées disparues depuis les événements de 1998 et 1999. Nous encourageons la MINUK à poursuivre ses efforts dans ce sens.

Nous saluons également le travail de la commission gouvernementale du Kosovo chargée de vérifier et de reconnaître le statut de personne rescapée de violences sexuelles liées au conflit, qui a pu reconnaître le statut de 1 149 demandeurs sur les 1 656 demandes reçues. Reconnaître le statut des victimes de crimes sexuels est un pas important dans leur réparation. Cela constitue également une contribution significative à la construction de la paix. Nous encourageons le soutien de la MINUK à la commission en vue de la reconnaissance du statut pour les 12 survivants avant la fin du mandat de la commission en 2023. Plus généralement, nous encourageons la participation accrue des femmes au processus ainsi que toutes les actions et politiques visant une meilleure prise en compte des femmes dans la vie publique.

Pour terminer, nous réaffirmons notre soutien à la MINUK et lui réitérons nos encouragements dans sa mission de construction de la paix et de cohésion au Kosovo.

M^{me} Syed (Norvège) (*parle en anglais*) : Je saisis cette occasion pour souhaiter chaleureusement la bienvenue à M^{me} Caroline Ziadeh, qui revient au Conseil de sécurité dans son nouveau rôle, exigeant, de Représentante spéciale du Secrétaire général pour le Kosovo et Cheffe de la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK). La Norvège se réjouit à la perspective de collaborer étroitement avec elle et son équipe. Je tiens également à la remercier pour son premier exposé au Conseil de sécurité et pour avoir présenté le rapport du Secrétaire général (S/2022/313).

Les élections locales au Kosovo ont constitué un événement saillant sur les plans politique et de la sécurité au cours de la période considérée. Nous nous félicitons que, dans l'ensemble, la conduite de ces élections ait été jugée satisfaisante par l'Union européenne, qui a tout de même signalé un manque de transparence et de responsabilité. En revanche, pour ce qui concerne les élections présidentielle et parlementaires serbes tenues en avril, le Gouvernement kosovar n'a pas saisi l'occasion de manifester son attachement au principe de protection des droits politiques et civils de tous ses citoyens. Nous convenons que la décision d'autoriser ou non sur son territoire le vote aux élections d'un autre pays relève des prérogatives du Kosovo. Nous notons toutefois que le Kosovo a décidé de ne pas autoriser la participation aux élections serbes, contrairement aux fois précédentes.

En septembre dernier, nous avons assisté entre Belgrade et Pristina à un regain de tensions déclenché par le retard persistant à régler certains éléments relatifs à la liberté de circulation. Trouver d'urgence une solution définitive au problème des plaques d'immatriculation permettrait de franchir un pas dans la bonne direction. Nous encourageons les parties à renforcer le dialogue et à collaborer de manière constructive sur la base du Premier Accord sur les principes gouvernant la normalisation des relations, tout en faisant preuve de pragmatisme afin de trouver des compromis mutuellement acceptables et en respectant les engagements qu'elles ont déjà pris.

Avant tout, un accord global entre le Kosovo et la Serbie sur la normalisation complète des relations est crucial pour éviter un conflit gelé et pour améliorer le développement économique dans l'intérêt de tous.

Comme d'autres orateurs, nous sommes profondément préoccupés par les attaques menées dans le nord du Kosovo la semaine dernière contre le Service de police du Kosovo. Nous prenons bonne note des enquêtes ouvertes sur ces incidents par les forces de l'ordre compétentes et soulignons qu'il est inacceptable de recourir à la force contre le Service de police du Kosovo. Nous faisons également écho au Secrétaire général pour saluer l'adoption de la stratégie nationale du Kosovo sur la protection contre la violence domestique et la violence à l'égard des femmes, et nous soulignons qu'il importe que les normes de la Convention d'Istanbul se reflètent dans son application. Les approches inclusives sont la clef de la paix. La prise en compte systématique du genre et la participation pleine, et véritable des femmes, sur un pied d'égalité avec les hommes, à toute concertation ou prise de décision relative à la consolidation de la paix post-conflit et à l'avenir du Kosovo restent impératives.

La question d'un examen de la MINUK a été soulevée à plusieurs reprises. Tout en soulignant que la Mission s'acquitte d'un travail important dans divers domaines, nous préconisons d'étudier les possibilités d'améliorer encore son efficacité.

Nous prenons note de la lenteur globale des progrès dans le dialogue facilité par l'Union européenne. Nous exhortons tous les acteurs à prendre pleinement part à ce dialogue. Le Kosovo et la Serbie doivent intensifier leurs efforts pour améliorer leurs relations et s'abstenir de toute action ou rhétorique susceptible de desservir le dialogue ou d'attiser davantage les tensions, ce qui pourrait entraîner des incidents. Il n'y a pas d'autre option que le processus mené sous l'égide de l'Union européenne, et il a besoin de tout notre

appui. La Norvège entend continuer de travailler dans ce sens, en étroite collaboration avec les institutions européennes, les principaux États membres de l'Union et les États-Unis.

M. Abushahab (Émirats arabes unis) (*parle en arabe*) : Tout d'abord, je salue la présence de M^{me} Caroline Ziadeh, Représentante spéciale du Secrétaire général et Cheffe de la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK), et je la remercie de son premier exposé au Conseil de sécurité et de ses efforts inlassables aux côtés de l'équipe de la Mission. Je salue également la participation à la présente séance du Ministre serbe des affaires étrangères, S. E. M. Nikola Selaković, et de la Vice-Première Ministre et Ministre kosovare des affaires étrangères et de la diaspora, S. E. M^{me} Donika Gërvalla-Schwarz.

Les Émirats arabes unis sont convaincus qu'il faut intensifier les efforts propres à apaiser les tensions, à encourager le dialogue et à prévenir l'aggravation des désaccords entre les groupes ethniques au Kosovo, d'une part, et entre le Kosovo et la Serbie, d'autre part, notamment à la lumière de l'escalade du conflit et de la situation actuelle en Europe, qui jette une ombre sur l'ensemble de la région, y compris les Balkans.

Il est impératif à cet égard de rappeler que plus de 20 ans ont passé depuis que la région a sombré dans une guerre destructrice, 20 ans au cours desquels des progrès notables et concrets ont été accomplis sur la voie de la réconciliation. Il est donc indispensable que ces efforts ne soient pas effacés en conséquence des récents troubles en Europe. De ce point de vue, il importe de se concentrer sur les éléments suivants.

Premièrement, nous encourageons la poursuite, entre le Kosovo et la Serbie, du dialogue facilité par l'Union européenne, afin de parvenir à rapprocher les positions des deux parties. À cet égard, nous soulignons que les tensions actuelles ne doivent pas compromettre les efforts déployés en faveur de la paix et de la stabilité. Nous encourageons donc les deux parties à revenir à la table des négociations, car le dialogue est le seul moyen de régler les questions en suspens.

Deuxièmement, nous saluons les efforts en cours pour diffuser les valeurs de tolérance et de coexistence pacifique dans toutes les composantes de la société kosovare. Dans ce contexte, nous soulignons l'importance de lutter contre les discours de haine et d'empêcher leur diffusion, notamment dans les médias

sociaux, afin d'instaurer des sociétés pacifiques, sûres et prospères dans la région.

À cet égard, nous devons nous efforcer de créer les conditions nécessaires à une coexistence pacifique en intensifiant la communication entre les groupes ethniques et religieux du Kosovo, y compris grâce aux efforts déployés par la MINUK, les organisations régionales, et les institutions de la société civile.

Troisièmement, les Émirats arabes unis insistent sur l'importance d'appuyer la participation pleine et véritable des femmes à tous les efforts de médiation visant à aplanir les divergences entre les communautés du Kosovo, ainsi qu'à tout dialogue entre les deux parties. À cet égard, nous félicitons l'instance multipartite qu'est le Groupe de la sécurité et des questions de genre au Kosovo de son appui au rôle des femmes et de ses efforts pour consolider les acquis obtenus par les femmes au Kosovo. Nous soulignons également l'importance d'une participation effective des femmes au processus politique et saluons les progrès réalisés au Kosovo à cet égard.

La participation des femmes est indispensable pour garantir que tout accord conclu entre les deux parties reflète les préoccupations des deux communautés de manière plus complète, car cela permettrait de poser des jalons solides pour une paix durable.

Quatrièmement, il faut continuer d'appuyer le rôle important que joue l'ONU au Kosovo, tandis qu'elle entreprend nombre d'activités et de projets pour aider les institutions gouvernementales. L'ONU mène également de précieuses initiatives pour renforcer la confiance entre les communautés religieuses et ethniques, notamment au moyen de la plateforme en ligne portant sur cette question, ainsi que pour assurer l'autonomisation économique de certaines communautés et pour accompagner la recherche des personnes disparues.

Pour terminer, nous réaffirmons que la situation géopolitique difficile en Europe nécessite de redoubler d'efforts pour régler les divergences entre le Kosovo et la Serbie et faire en sorte que toutes les questions soient traitées de manière pacifique et durable, afin de parvenir à la sécurité et à la stabilité des deux pays et de la région tout entière. Cela permettra en outre de jeter des bases solides propres à prévenir toute escalade des différends dans les Balkans.

M. Mills (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : Je remercie la Représentante spéciale du Secrétaire général, M^{me} Caroline Ziadeh, de son exposé

aujourd'hui. Nous nous réjouissons à la perspective de travailler avec elle. Je tiens également à remercier le Ministre des affaires étrangères, M. Nikola Selaković, et la Ministre des affaires étrangères et de la diaspora, M^{me} Gërvalla-Schwarz, de participer à la présente séance.

Comme cela a été souligné, il s'agit de la première séance d'information consacrée à la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK) depuis le début de la guerre brutale et non provoquée de la Russie contre l'Ukraine. Tandis que l'Europe et le monde réagissent aux conséquences de la guerre choisie par le Président Poutine, la préservation de la stabilité dans les Balkans occidentaux reste de la plus haute importance.

À cet égard, je voudrais simplement répondre aux commentaires que la délégation russe a faits tout à l'heure. L'intervention russe a débuté par la mésinformation et la désinformation auxquelles la délégation russe nous a malheureusement, je crois, habitués et que nous attendons désormais de sa part, par exemple en évoquant « l'uranium appauvri radioactif », un terme effrayant.

Je n'accaparerai pas le temps du Conseil pour réfuter les contrevérités que nous avons entendues, mais je pense que mes collègues ont tous vu les images diffusées en direct de Boutcha et de Marioupol récemment, des images que, bien entendu, aucun citoyen russe ne pourra voir librement. Tant que des images de cette nature continueront d'affluer directement d'Ukraine chaque jour, je pense qu'aucune délégation impliquée dans les événements qui en sont la cause n'a la crédibilité nécessaire pour faire la leçon à quiconque dans la salle sur le respect des droits de l'homme ni le droit d'accuser tout autre État d'avoir un comportement irresponsable.

Je tiens à être claire : les États-Unis restent déterminés, avec leurs partenaires européens, à favoriser l'émergence de sociétés pacifiques, prospères et multiethniques qui défendent et respectent les droits de l'homme et l'état de droit dans l'ensemble des Balkans occidentaux. Les États-Unis exhortent vivement les deux parties à s'investir sérieusement dans tous les aspects du dialogue facilité par l'Union européenne afin de trouver des solutions aux questions en suspens, de mettre en œuvre les accords existants et de faire des progrès concrets vers la normalisation de leurs relations, l'objectif étant une reconnaissance mutuelle. Le dialogue facilité par l'Union européenne reste la meilleure plateforme pour réaliser des progrès,

non seulement par rapport aux tensions existantes, mais aussi par rapport aux questions qui ont des répercussions sur la vie quotidienne des habitants de la région. C'est pourquoi nous saluons l'intention du Représentant spécial de l'Union européenne d'accueillir les négociateurs en chef des deux parties ce mois-ci afin de poursuivre ce travail important.

Nous appelons à la fois Pristina et Belgrade à reprendre leur coopération sur les questions relatives aux personnes portées disparues. Le groupe de travail compétent a précédemment obtenu des résultats tangibles et apporté des réponses aux familles des disparus. Nous nous associons au Secrétaire général pour saluer la détermination des deux parties à progresser sur cette question, y compris par l'entremise du processus de dialogue facilité par l'Union européenne.

Il est aujourd'hui plus clair que jamais que la MINUK a rempli son objectif, tel qu'énoncé dans le mandat initial du Conseil de sécurité en 1999. Nous saluons le travail des entités, organismes et fonds des Nations Unies qui sont à l'œuvre dans le pays pour favoriser la mise en place de normes et d'institutions démocratiques au Kosovo et dans la région. Cependant, il est évident qu'une mission de maintien de la paix n'est plus nécessaire pour que ce travail se poursuive. Il est temps de réduire la fréquence des séances d'information à une séance annuelle. La MINUK a joué un rôle important dans les premiers jours de la stabilisation et du développement du Kosovo, mais elle n'a plus de raison d'être. Le Conseil doit consacrer son temps et ses ressources limités au règlement d'autres problèmes.

Par conséquent, nous demandons à nouveau au Conseil de sécurité de mettre un terme au mandat de la MINUK et de permettre aux entités de l'ONU présentes au Kosovo d'évoluer vers un rôle plus efficace, dans l'intérêt du Kosovo et de toute la région.

M. Kiboino (Kenya) (*parle en anglais*) : Je m'associe aux autres orateurs pour souhaiter la bienvenue à la Représentante spéciale du Secrétaire général, Caroline Ziadeh, qui se présente pour la première fois devant le Conseil dans ses nouvelles fonctions, et je la remercie de son exposé. Ma délégation soutient la Représentante spéciale du Secrétaire général et son équipe dans l'exécution de leur mandat. Nous saluons par ailleurs la participation de S. E. M. Nikola Selaković, Ministre serbe des affaires étrangères, et de M^{me} Donika Gërvalla-Schwarz.

Le Kenya se félicite de la poursuite des efforts de consultation entre Belgrade et Pristina. Nous appelons les parties à respecter les engagements qu'elles ont pris dans le cadre du dialogue facilité par l'Union européenne, en gardant à l'esprit que la négociation est la seule voie viable vers la normalisation de leurs relations.

Nous sommes profondément préoccupés par les informations récentes faisant état d'une série d'attaques armées contre des policiers. Ces attaques mettent en lumière la nécessité de redoubler d'efforts pour ancrer l'état de droit comme condition préalable à une véritable réconciliation et à une paix durable. Le Kenya prend note des efforts constants déployés par la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK) et par d'autres organismes des Nations Unies pour aider les autorités du Kosovo dans leur riposte à la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), notamment l'expansion des sites de vaccination et la fourniture d'une formation spécialisée aux agents de santé concernant la pandémie de COVID-19. Nous félicitons en particulier la MINUK de son appui aux initiatives portant sur le règlement des problèmes liés à la COVID-19 et le relèvement après la pandémie dans le cadre des efforts de renforcement de la confiance entre les communautés ainsi qu'entre les personnes et les institutions.

Le Kenya réaffirme qu'il faut lutter contre les discours qui sèment la division et les discours de haine, notamment par le biais des médias sociaux. À cet égard, nous espérons en savoir plus en temps voulu sur l'initiative pilote lancée par la MINUK l'année dernière pour surveiller les incitations à la haine et les discours de haine sur les médias sociaux et en ligne.

Le Kenya insiste sur la nécessité d'une participation accrue des femmes, des jeunes et de la société civile aux processus décisionnels et au dialogue intercommunautaire. Nous reconnaissons le rôle joué par la MINUK à cet égard et encourageons les deux parties à garantir une participation réelle de ces groupes afin que leurs besoins et leurs attentes soient pleinement pris en compte dans le cadre du dialogue facilité par l'Union européenne et dans d'autres processus.

Pour terminer, je réaffirme que les parties doivent s'engager à nouveau à appliquer la résolution 1244 (1999) et prendre part de manière constructive au dialogue, en vue de progresser rapidement vers une normalisation complète de leurs relations. Nous les encourageons à maintenir la paix et à s'abstenir de tout acte susceptible de déclencher une escalade.

M. Benaabou (France) : Je remercie la Représentante spéciale du Secrétaire général pour sa présentation et lui renouvelle mes félicitations pour sa nomination. Je salue également la participation des Ministres des affaires étrangères du Kosovo et de la Serbie.

La France réitère son attachement à la perspective européenne du Kosovo et de la Serbie. Cette perspective n'est envisageable que si Belgrade et Pristina règlent pacifiquement leur différend. Un accord global, définitif et contraignant est nécessaire pour normaliser leurs relations. L'Union européenne y prend toute sa part dans le cadre du dialogue facilité par le Représentant spécial Miroslav Lajčák. Il convient à présent que le Kosovo et la Serbie respectent pleinement et mettent en œuvre sans restriction les accords précédemment conclus et qu'ils s'engagent de bonne foi dans la voie du dialogue.

Dans cette perspective, la France appelle à œuvrer de manière constructive au règlement des différends bilatéraux, à éviter d'alimenter les tensions et à agir conformément aux valeurs et aux principes qui fondent l'intégration européenne. Nous espérons notamment que le groupe de travail sur les plaques d'immatriculation saura trouver sans délai une solution négociée et pérenne de compromis. Nous soutenons pleinement la médiation du Représentant spécial de l'Union européenne, Miroslav Lajčák.

Nous exprimons notre satisfaction face à la montée en puissance depuis 2020 de l'activité judiciaire des Chambres spécialisées du Kosovo et du Bureau du Procureur spécialisé. Nous réaffirmons notre soutien aux efforts de lutte contre la corruption et de lutte contre l'impunité pour les auteurs de crimes graves. Nous encourageons à davantage de transparence dans les processus de désignation des hautes instances judiciaires.

La France salue l'adoption en janvier de la stratégie de lutte contre les violences intrafamiliales et les violences faites aux femmes et de son plan d'action correspondant, ainsi que le projet d'accueillir au Kosovo un sommet de haut niveau sur les femmes et la paix et la sécurité en 2022. L'intégration des femmes aux processus de dialogue et de réconciliation et, plus largement, leur participation politique doivent être encouragées. Cela est nécessaire pour un règlement durable et constructif du différend entre Belgrade et Pristina.

Nous apportons tout notre soutien à l'action de M^{me} Caroline Ziadeh, à la tête de la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK),

pour promouvoir la sécurité, la stabilité, le renforcement de l'état de droit et le respect des droits de l'homme au Kosovo et dans la région, à un moment où le contexte géopolitique se durcit. La MINUK peut compter sur l'action conjointe de la mission « État de droit » menée par l'Union européenne au Kosovo. La France vient d'y renforcer sa participation. Ainsi, aux côtés du Portugal et de l'Italie, nous avons mis sur pied une réserve d'intervention de maintien de l'ordre de la Force de gendarmerie européenne.

La France, comme l'Union européenne, reste engagée pour la stabilisation des Balkans occidentaux et pour la normalisation des relations entre Belgrade et Pristina. Leur avenir européen commun en dépend.

M. Agyeman (Ghana) (*parle en anglais*) : Tout d'abord, je salue la présence de S. E. Nikola Selaković, Ministre serbe des affaires étrangères. Je remercie M^{me} Caroline Ziadeh de son exposé, et je me joins aux autres délégations pour la féliciter de son accession au poste de Représentante spéciale du Secrétaire général et Cheffe de la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK). Ma délégation l'assure de sa coopération et de son appui pendant le temps de son mandat au Conseil.

Nous accueillons par ailleurs avec satisfaction le rapport complet du Secrétaire général sur l'exécution des mandats de la MINUK en matière de promotion de la paix et de la sécurité au Kosovo et dans la région (S/2022/313), conformément à la décision du Conseil qui figure dans sa résolution 1244 (1999).

Je prends note également des vues dont M^{me} Donika Gërvalla-Schwarz a fait part au Conseil.

La normalisation de la situation dans la province autonome du Kosovo est nécessaire pour la paix, la sécurité et la prospérité à long terme dans les Balkans occidentaux et plus largement en Europe. À cette fin, nous encourageons la reprise de négociations constructives entre les représentants de Belgrade et de Pristina dans le cadre du dialogue facilité par l'Union européenne, et nous exhortons les parties à œuvrer en faveur de progrès concrets pour ce qui concerne les arrangements mutuels et les accords précédemment conclus.

Le Ghana reste partisan d'un processus de dialogue ouvert, transparent et inclusif, auquel participent les femmes, les jeunes et tous les secteurs de la société, afin de garantir la viabilité et la durabilité des accords conclus.

Nous estimons qu'une coopération plus étroite entre les parties s'impose pour surmonter les défis communs qui ont trait à la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), à la crise énergétique et à l'économie. Toutefois, cette collaboration ne peut reposer que sur les fondements d'une stabilité pluriethnique et du strict respect des droits civils et politiques dans la province autonome.

Nous notons aussi la nécessité de remédier rapidement à la montée des tensions dues au déroulement des élections récentes et aux problèmes connexes touchant la liberté de circulation, et nous appelons à la tolérance dans le traitement des incidents touchant les sites religieux et culturels. Nous encourageons tous les camps à s'abstenir de tout discours incendiaire et de toute mesure unilatérale afin d'éviter une escalade dans une région où les conditions de sécurité sont actuellement précaires.

Nous accueillons positivement le travail accompli par la MINUK pour renforcer la confiance et la cohésion sociale entre les communautés, les groupes ethniques et les institutions. Nous saluons en outre l'appui de la Mission à la réalisation des objectifs de développement durable, en particulier les initiatives relatives à la protection et à l'autonomisation des femmes et à la question des jeunes et de la paix et de la sécurité. Ces efforts demeurent cruciaux pour favoriser l'unité et forger des relations pacifiques au sein du peuple.

Enfin, nous encourageons le Conseil et la communauté internationale à adopter une approche unifiée pour trouver une solution durable et complète au Kosovo, conformément aux principes fondamentaux du droit international et à ceux qui sont consacrés par la Charte des Nations Unies et énoncés dans la résolution 1244 (1999).

Le Président (*parle en anglais*) : Je vais maintenant faire une déclaration en ma qualité de représentant du Royaume-Uni.

Tout d'abord, je félicite la Représentante spéciale Ziadeh de sa nomination et je la remercie de son exposé. Nous nous félicitons que ce changement à la tête de la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK) soit l'occasion la relation avec le Gouvernement du Kosovo et de porter un regard neuf sur la manière dont la MINUK peut s'adapter aux conditions qui règnent actuellement au Kosovo.

Nous encourageons la poursuite du dialogue constructif entre la Représentante spéciale du Secrétaire

général, la MINUK et le Gouvernement du Kosovo. La MINUK a joué un rôle essentiel dans les incroyables progrès que le Kosovo a accomplis depuis que la résolution 1244 (1999) a été adoptée en 1999. Cependant, les conditions sur le terrain n'ont plus rien à voir avec ce qu'elles étaient en 1999, et il convient donc de réexaminer le rôle et les responsabilités de la MINUK.

La démocratie et les institutions du Kosovo continuent de montrer leur maturité. Dans ce contexte, nous nous devons de condamner les attaques violentes du week-end dernier contre la police du Kosovo, qui représente et protège tous les citoyens du Kosovo.

Nous félicitons le Gouvernement du Kosovo de sa première année au pouvoir. Nous apprécions en particulier l'engagement renouvelé à donner la priorité à l'état de droit et à la lutte contre la corruption, notamment par l'intermédiaire de réformes juridiques et d'initiatives anticorruption ; la détermination soutenue du Gouvernement à s'occuper du legs du conflit de 1998/1999, notamment au moyen de commissions chargées des personnes disparues et des victimes de violences sexuelles ; la contribution internationale constante du Kosovo, notamment son appui à l'évacuation de Kaboul et à la réponse humanitaire à l'invasion illégale de l'Ukraine par la Russie.

Nous observons toutefois que certains ont le sentiment que les préoccupations et les vues de la communauté des Serbes du Kosovo ne sont parfois pas entendues. La récente décision concernant le vote au Kosovo pour les élections serbes en est un exemple. Nous encourageons le Gouvernement à recentrer ses efforts pour remplir son devoir constitutionnel d'intégrer les communautés minoritaires et de tenir compte de leurs préoccupations.

Nous nous inquiétons que la montée des discours dangereux au Kosovo et dans la région puisse entraîner des incidents de sécurité. Le déploiement d'avions de chasse à la frontière du Kosovo en septembre en est un exemple. Les informations selon lesquelles le Royaume-Uni fournirait des missiles antichars, mentionnées par la Fédération de Russie, sont sans fondement ; cela dit, soyons clairs, le Royaume-Uni défend le droit du Kosovo de mettre en place ses propres forces armées.

Enfin, je tiens à souligner l'engagement renouvelé du Royaume-Uni en faveur de la paix et de la sécurité dans la région, comme en témoigne la nomination par le

Premier Ministre britannique d'un Envoyé spécial pour les Balkans occidentaux, Sir Stuart Peach.

Nous appuyons pleinement le dialogue entre la Serbie et le Kosovo, facilité par l'Union européenne (UE), sous la direction du Représentant spécial de l'UE Miroslav Lajčák. Le moment est venu pour les deux parties de se parler de bonne foi, d'honorer leurs engagements en vertu du dialogue, d'être ouvertes au compromis et de faire preuve d'imagination, et d'éviter les actions ou discours susceptibles de réduire les chances d'un accord sur une normalisation complète et durable qui profite à la population des deux pays.

Je reprends à présent mes fonctions de Président du Conseil.

La représentante de la Fédération de Russie a demandé la parole pour faire une nouvelle déclaration.

M^{me} Evstigneeva (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Je prends la parole pour réagir à la déclaration de mon collègue des États-Unis. En commentant mes observations, il a fait des parallèles avec la situation en Ukraine. Je lui suggère de prendre la peine de se rappeler la déclaration faite par les États-Unis à la séance du Conseil de sécurité consacrée au Kosovo le 24 mars 1999 (voir S/PV.3988). Il pourra ainsi se rendre compte de la manière dont les États-Unis ont tendance à appliquer des deux poids deux mesures.

Les États-Unis ont bombardé Belgrade pendant 78 jours, ils ont tué près d'un million d'Iraqiens, puis qu'ont-ils fait de la Libye ? Ces pays sont à des milliers de kilomètres de leurs frontières. Ils ne représentaient pas la moindre menace pour eux. Pourtant, les États-Unis ont fait valoir diverses théories : souveraineté limitée, intervention humanitaire, que sais-je encore ?

Le représentant des États-Unis a affirmé que je n'avais rien à lui apprendre étant donné la situation actuelle. Mais qu'est-ce que les États-Unis ont appris aux habitants de Belgrade, de Bagdad, de Bassora, de Mossoul, de Raqqa, de Baghouz, des provinces afghanes de Kandahar, de Nangarhar, et d'autres parties de l'Afghanistan ? Toutes leurs frappes n'ont pas été précises, c'est le moins que l'on puisse dire. Toutefois, bien sûr, c'est différent. Ce sont des dommages collatéraux, comme l'avait dit Madeleine Albright. Apparemment, les États-Unis pensent que ces pertes étaient justifiées.

En vérité, toutes les politiques et toutes les mesures des États-Unis découlent toujours du seul principe que l'Occident a toujours raison et que le droit international peut être tordu dans n'importe quel sens, tant qu'il sert les intérêts de Washington et l'industrie de la guerre des États-Unis. Les violations des droits humains ne sont condamnées que lorsque cela arrange les États-Unis, et les mécanismes juridiques internationaux ne sont appliqués qu'aux personnes qu'ils ont préalablement désignées comme étant des criminels.

Par exemple, les États-Unis n'ont pas attendu qu'une enquête soit menée sur la terrible tragédie de Boutcha. Peut-être ont-ils désigné les coupables avant même que la provocation n'ait lieu ?

Ne nous méprenons pas. Cette politique de deux poids, deux mesures n'échappe à personne, ni à nous, ni à beaucoup d'autres peuples, dont les Serbes. Un seul et unique objectif se cache derrière les actes des États-Unis : le désir de l'OTAN d'imposer par la force sa volonté aux autres membres de la communauté internationale.

Le Président (*parle en anglais*) : Il reste encore des pays qui souhaitent faire une autre déclaration. Pour des raisons de temps, j'encourage les participants à faire preuve de concision.

Le représentant de la Serbie a demandé la parole pour faire une autre déclaration. Je la lui donne.

M. Selaković (Serbie) (*parle en anglais*) : Je me vois dans l'obligation de réagir et de répondre aux propos tenus aujourd'hui par M^{me} Gërvalla-Schwarz.

Au lieu de nous parler des vrais problèmes rencontrés sur le terrain et du non-respect des droits humains, de l'abolition des libertés politiques, des plus de 200 000 personnes déplacées à l'intérieur du pays, de la profanation d'églises, de monastères et de cimetières, des crimes totalement passés sous silence qui ont été commis par les Albanais du Kosovo, sans aucune sorte d'épilogue judiciaire, M^{me} Gërvalla-Schwarz nous a livré ses désirs et ses objectifs politiques, profitant de la présente séance du Conseil de sécurité pour dénigrer la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK) et son rôle, ainsi que le Président de la République de Serbie, M. Aleksandar Vučić, qui est, soit dit en passant, également le Président de son pays. Elle devrait se montrer respectueuse lorsqu'elle parle du Président de son pays.

Il est vrai que le Kosovo autoproclamé est le résultat d'un mouvement séparatiste, d'activités

terroristes et du trafic de drogue et d'organes. M^{me} Gërvalla-Schwarz pourrait expliquer au monde entier comment faire en sorte qu'une telle situation ne se reproduise jamais. M^{me} Gërvalla-Schwarz a parlé des bouchers des Balkans, mais elle a omis de mentionner que les véritables bouchers des Balkans sont l'ancien soi-disant Président du Kosovo autoproclamé, Hashim Thaçi, et l'ancien soi-disant Président du Parlement de Pristina, Kadri Veseli. À l'heure où nous parlons, ils se trouvent tous deux à La Haye, dans le centre de détention du tribunal spécial créé par Pristina pour juger les crimes commis par l'Armée de libération du Kosovo (ALK), en raison de leur ampleur sans précédent.

La Serbie est un État souverain indépendant qui affiche des objectifs politiques clairs, notamment la voie européenne et le respect de ses amis traditionnels. Les accusations portées contre la Serbie, selon lesquelles le pays agirait pour le compte d'un autre, sont un manque de respect envers le Conseil et l'ONU. La Serbie est un pilier de la paix et de la stabilité dans la région. C'est ce qu'ont déclaré les dirigeants de la plupart des États Membres présents parmi nous aujourd'hui.

S'agissant de la stabilité et de la coopération régionales, le contraste entre le Président Vučić et Albin Kurti n'a jamais été aussi marqué et évident. Alors que le Président construit chaque jour des ponts de coopération dans la région, comme l'initiative Balkans ouverts, les échanges de biens manquants et les projets d'infrastructure gigantesques, Albin Kurti se livre à des destructions, principalement la nuit, en envoyant des unités blindées spéciales, en interdisant les droits politiques et en ruinant le processus de dialogue. Cela ne nous étonne guère de sa part. M. Kurti a été l'un des commissaires politiques de la prétendue ALK, dont les nombreuses victimes attendent toujours que justice leur soit rendue.

En juin 1998, des terroristes de l'ALK ont attaqué les villages de Retimlje et d'Opteruša, près d'Orahovac. Ils ont enlevé 15 hommes de la famille Kostić et les ont tous tués. Le seul membre de cette famille à avoir survécu est la jeune Olgica Božinović Kostić. Elle a été battue, puis violée. Elle est la seule de sa famille à avoir survécu.

Aujourd'hui, 24 ans après ce crime horrible, personne n'a jamais été poursuivi ni condamné. Il en va de même des crimes perpétrés, selon M^{me} Gërvalla-Schwarz, par le fils qui a aidé les terroristes. Le 14 mai 1999, des avions de l'OTAN ont bombardé la route reliant Prizren et Suva Reka, sur laquelle avançait

une longue file de réfugiés albanais, tuant 87 civils, dont 10 nouveau-nés et 26 enfants de moins de 15 ans.

Il ne faut pas abuser du terme « génocide », surtout pas à des fins politiques sensationnalistes comme celles auxquelles Pristina a toujours été encline. Ces discours, en général, ainsi que les évaluations et les affirmations arbitraires qui ne reposent sur aucune preuve, sont futiles, infondés et servent à marquer des points faciles sur le plan politique. Ces affirmations irresponsables compromettent toute perspective de progrès dans la normalisation des relations entre Belgrade et Pristina, entre les Serbes et les Albanais.

Enfin, en ce qui concerne la composition ethnique de la population du Kosovo-Metohija, il convient d'exposer clairement les faits et de dire que plus de 90 % des personnes vivant aujourd'hui au Kosovo-Metohija sont des Albanais et que les Serbes ont enduré de nombreuses souffrances ces dernières décennies : ils ont été victimes de crimes, ils ont été expulsés de leurs maisons ancestrales qui étaient dans leur famille depuis des siècles ou ont été contraints de les quitter en raison des actes d'intimidation et de discrimination et des menaces dont ils faisaient l'objet.

À l'appui de cette affirmation, nous rappelons au Conseil que plus de 200 000 personnes déplacées résident en République de Serbie et n'ont pas la possibilité ou les moyens de retourner dans leurs foyers ancestraux. Pristina et sa politique en sont responsables. Par conséquent, cette idée et cette tentative de revenir sur l'aspiration à long terme et l'objectif politique bien connus et souvent annoncés publiquement par les dirigeants albanais du Kosovo-Metohija depuis des décennies pour créer un espace composé exclusivement d'Albanais, sont cyniques.

Il en va de même des violences sexuelles contre les femmes. Chaque crime est horrible, mais les données figurant dans le rapport dont nous sommes saisis aujourd'hui ont été compilées sur la base des travaux de la Commission pour la reconnaissance et la vérification des personnes rescapées de violences sexuelles pendant la guerre du Kosovo au Kosovo-Metohija. Depuis la création de la Commission en février 2018, un total de 1 656 demandes ont été enregistrées, dont 149 ont été acceptées. Le nombre de victimes ne réduit en rien les conséquences horribles de ce type de violence sur chaque victime, prise individuellement. Il convient toutefois de noter que la spéculation sur les chiffres ne contribue pas à l'administration de la justice, mais conduit à la politisation et ralentit le processus de réconciliation.

M^{me} Gërvalla-Schwarz a déclaré que le Kosovo était une démocratie dynamique à l'énorme potentiel pour l'avenir et un modèle de démocratie. Le pays n'est même pas capable de respecter sa prétendue Constitution.

Je tiens simplement à souligner ce que le Secrétaire général indique dans son rapport quant à la nécessité de respecter la décision prononcée par la prétendue Cour constitutionnelle du Kosovo concernant la restitution du monastère de Visoki Dečani. Il ne s'agit là que d'une des dizaines de décisions similaires qui ont été prises.

Mais son discours n'a rien d'étonnant. La raison en est très simple : elle ne représentait qu'elle-même, et non un pays indépendant internationalement reconnu qui est un État Membre de l'ONU.

Et cette situation va perdurer, car la motivation de ces gens n'est pas vraiment d'obtenir l'indépendance. Je renvoie les membres du Conseil à tous les entretiens donnés par M. Albin Kurti. Le Conseil comprendra alors que leur objectif final est de créer une Grande Albanie, et non un État du Kosovo indépendant autoproclamé.

Le Président (*parle en anglais*) : M^{me} Gërvalla-Schwarz a demandé la parole pour faire une autre déclaration. Je la lui donne.

M^{me} Gërvalla-Schwarz (*parle en anglais*) : Je voudrais souligner que le processus de dialogue est très important et insister à nouveau sur le fait que, dans ma déclaration précédente, j'ai dit que le Kosovo souhaitait vivement que le processus de dialogue progresse. J'invite donc les membres du Conseil à se demander s'il est possible de réaliser des progrès dans le cadre d'un processus facilité par Bruxelles, dans lequel les États-Unis, le Royaume-Uni, l'Union européenne, les États Membres de l'ONU et d'autres acteurs jouent un rôle actif, ce dont nous nous félicitons vivement. Toutes les personnes ici présentes aujourd'hui ont pu constater combien le processus a été difficile et continue de l'être, et nous savons maintenant ce qu'il faut éviter de faire à l'avenir dans ce cadre.

Les Balkans sont confrontés aux répercussions considérables de la cyberguerre et des informations fallacieuses. Je me demande souvent si ceux qui diffusent des informations fallacieuses n'en sont pas eux-mêmes les premières victimes. Croient-ils vraiment aux mensonges qu'ils diffusent, ou s'agit-il simplement d'une décision politique visant à utiliser l'infox pour manipuler l'opinion publique internationale ? Je ne suis vraiment pas sûre de la réponse, mais à force d'entendre autant d'informations mensongères, il est difficile de

les prendre au sérieux et de poursuivre cette séance du Conseil sans les réfuter une à une.

Je ne le ferai pas, car je suis convaincue que les membres du Conseil et les autres personnes présentes savent très bien ce qui s'est passé dans les années 1990. C'est un fait indéniable. Il n'y a pas d'autre vérité, Monsieur le Président. Il n'y a qu'une seule vérité, une vérité que tout le monde connaît. Nous n'avons pas besoin de créer des « faits » nouveaux pour établir la vérité sur le boucher des Balkans, car il est très clair que c'était Slobodan Milošević.

Il est dommage que la Serbie d'aujourd'hui ne puisse pas mettre derrière elle les crimes commis par Milošević au Kosovo, mais pas seulement au Kosovo ; il a commencé en Slovénie avant de passer à la Croatie, puis à la Bosnie-Herzégovine, et enfin, au Kosovo. Et, oui, l'OTAN est intervenue pour mettre fin au génocide. De cette collaboration multilatérale est né un pays démocratique et prospère. Je comprends parfaitement pourquoi la Russie est si agressive à l'égard du Kosovo : elle déteste la réussite que le Kosovo représente aux yeux du monde, à savoir le succès d'une intervention multilatérale. C'est l'histoire du Kosovo, qui est l'histoire de l'intervention du monde démocratique pour mettre fin à un génocide.

Assise dans cette salle aujourd'hui et écoutant le représentant de la Russie parler de la libération du Kosovo, je ne peux m'empêcher de penser aux courageux Ukrainiens qui défendent leur pays. Aujourd'hui, les Russes utilisent à notre sujet les mêmes mots qu'ils ont utilisés pour parler d'eux. Témoin de ce qui se passe en Ukraine, je suis très fière aujourd'hui de représenter un pays dont les courageux soldats, femmes et hommes, membres de l'Armée de libération du Kosovo (ALK), ont défendu leur peuple, leurs foyers et leur pays. J'en suis très fière, de la même manière que je ne serais pas fière de représenter la Russie ou la Serbie aujourd'hui. C'est leur responsabilité ; ce n'est pas la mienne. Je n'ai pas le pouvoir de décider de ce qu'ils font. Je peux décider de ce que je fais et de la manière dont je me comporte et dont je représente mon pays.

Le Ministre serbe des affaires étrangères tente non seulement de falsifier les faits, mais il fait quelque chose de très similaire à ce que Slobodan Milošević a fait dans les années 1980 et qui a déclenché la guerre dans les Balkans. La guerre a commencé lorsque l'on a fait croire que les minorités serbes étaient en danger et qu'il fallait que la Serbie intervienne par le biais de la propagande et d'informations fabriquées de toutes

pièces. Nous savons très bien, et tout le monde sait, grâce aux journalistes serbes qui ont écrit à ce sujet, que l'histoire du massacre du Bar Panda à Pejë, dans lequel on a prétendu pendant des années que des soldats de l'ALK avaient tué des Kosovars serbes, a été planifiée en Serbie et non au Kosovo, et qu'en fait des Serbes ont été engagés pour tuer d'autres Serbes afin de donner l'impression que les Serbes étaient en danger. Le plus important est qu'ils connaissent la vérité à Belgrade, où cette histoire a été planifiée et exécutée.

Quant à la question du trafic d'organes, je voudrais évoquer le Conseiller aux États suisse Dick Marty, qui a rédigé un rapport dans lequel il a accusé les représentants kosovars d'avoir commis des crimes de guerre pendant la guerre et par la suite. Ce même M. Dick Marty a récemment déclaré aux médias que la police suisse l'avait contacté il y a longtemps pour lui offrir le plus haut degré de sécurité en Suisse parce qu'une agence de renseignement serbe avait voulu l'assassiner et faire porter le chapeau au Kosovo. Ce sont les propos de la police suisse. Ce n'est pas la police du Kosovo qui fait cette affirmation.

Il y a une longue tradition, et une tradition très dangereuse, de recours à la propagande pour créer la fausse impression que certaines personnes sont en danger alors qu'elles ne le sont pas et qu'elles ont besoin de la protection de tiers qui n'ont en fait pas l'intention de les protéger mais qui essaient seulement de mettre en œuvre leur propre vision politique stratégique. Nous voyons ce schéma se répéter en Ukraine.

Comme le représentant de la Serbie nous l'a dit aujourd'hui, les citoyens serbes du Kosovo ne sont pas un problème, car ils sont protégés par un cadre constitutionnel très moderne établi en 2008. Je suis fière de dire que nous sommes dotés de la Constitution la plus moderne d'Europe en ce qui concerne l'octroi aux minorités de droits extraordinaires, non seulement en termes de représentation, mais aussi en termes de participation à tous les niveaux du Gouvernement et dans tous les types d'institutions. Les droits des Serbes ne sont pas remis en question. Le problème se pose lorsqu'ils cherchent à obtenir une influence politique, qu'ils ne reconnaissent pas la réalité telle qu'elle est et qu'ils traitent le Kosovo comme un pays qui n'existe pas vraiment. Mais nous existons, et nous continuerons à exister, et chaque jour nos soutiens au sein de la communauté internationale se multiplient. La République du Kosovo continuera à montrer que la démocratie et les valeurs européennes sont le socle de

notre pays. Ainsi, si l'on examine les taux d'approbation des différents pays des Balkans occidentaux, on voit clairement que le taux d'adhésion à l'Union européenne est à plus de 90 % pour le Kosovo, et à plus de 90 % en ce qui concerne l'adhésion à l'OTAN et l'alignement sur l'OTAN. Nous sommes donc sur la bonne voie, nous faisons le travail pour lequel nous avons été élus, et nous exhortons vivement le Conseil – nous savons que la guerre en Ukraine ne lui laisse que peu de temps de s'occuper des autres régions du monde, mais cela se passe maintenant, et non en 1999, dans les Balkans occidentaux – à bien vouloir envoyer les bons messages aux personnes qui veulent déstabiliser la région. L'investissement de la communauté internationale dans la paix et la stabilité des Balkans est trop important pour que l'on se contente de fermer les yeux sur ce qui se passe maintenant et sur ce que signifient les signaux qui sont envoyés.

Le Président (*parle en anglais*) : Le représentant de l'Albanie a demandé la parole pour faire une nouvelle déclaration.

M. Hoxha (Albanie) (*parle en anglais*) : Je ne répondrai pas au Ministre Selaković, pour de nombreuses raisons, car même lorsque nous sommes en désaccord, nous pouvons en discuter à Belgrade ou à Tirana. Nous n'avons pas besoin de prendre le temps du Conseil. Mais je prends la parole parce qu'il est difficile d'être d'accord avec tout ce que j'ai entendu, et parce que j'ai entendu qu'il a terminé sa seconde déclaration en faisant référence à une obsession dont nous continuons à entendre parler, malheureusement, à savoir la Grande Albanie.

Je voudrais exposer au Conseil le point de vue de l'Albanie, et j'espère qu'il est partagé par tous nos voisins et partenaires des Balkans occidentaux. Ce qui nous importe en Albanie, ce n'est pas la grandeur de tel ou tel. Nous voulons construire des Balkans ouverts, et non des Balkans brisés, car nous avons déjà eu des Balkans brisés. Nous voulons des Balkans unis, et non des Balkans enflammés, car nous avons déjà eu des Balkans enflammés. Nous voulons que tout le monde soit autour de la table, y compris la Serbie et le Kosovo, ensemble, et que personne ne soit au menu.

Telle est notre perspective parce que nous savons d'où nous venons, et parce que nous avons vu le pire, comme je l'ai dit. Si les tragédies survenues dans les années 90 nous ont appris une chose, c'est ce qui peut arriver si nous nous laissons prendre au piège des jugements erronés et des idées fausses et si nous n'avons

pas le courage d'affronter la réalité et d'aller de l'avant. Nous ne devons pas laisser les extrémistes et les idées extrémistes nous dicter notre conduite, où que ce soit.

À n'en point douter, les jeunes de Pristina, de Tirana et de Belgrade veulent la même chose : une vie meilleure, la liberté, des perspectives et rejoindre l'Union européenne. Nous devons pouvoir leur offrir cela, non seulement parce que c'est juste, mais aussi parce que nous le pouvons maintenant.

N'oublions pas qu'on ne peut rien obtenir de bon lorsqu'on tente de nuire à son voisin. Par contre, il n'y a que des avantages à tout faire pour œuvrer pour le bien, regarder vers l'avenir et partager les dividendes des relations de bon voisinage ; comme le disent les Français, « À bon entendeur, salut ! ». Et je dis au Ministre que le seul grand et noble objectif que nous ayons, c'est de rejoindre l'Union européenne.

Le Président (*parle en anglais*) : Le Ministre des affaires étrangères de la Serbie a demandé la parole pour faire une nouvelle déclaration. Je le prie de bien vouloir conclure sur cette déclaration.

M. Selaković (Serbie) (*parle en anglais*) : Je me dois de réagir à ce que j'ai entendu au sujet de M. Dick Marty. La République de Serbie trouve regrettable que des informations non vérifiées aient été livrées à l'opinion publique internationale, ce qui a porté un grand préjudice à la réputation de la République de Serbie et de ses services de renseignement, ainsi qu'à la réputation de toutes les personnes qui exercent leurs fonctions dans le plein respect de la loi.

La République de Serbie et ses services de sécurité et de renseignement compétents restent, comme auparavant, ouverts à la coopération internationale avec leurs partenaires et osent espérer que ces affirmations seront vérifiées dans les meilleurs délais. Il n'est pas bon de permettre à quelqu'un de détourner cette instance de l'ONU pour évoquer une conspiration tendancieuse et sortie tout droit de son imagination, car cela ne peut que nuire au procès qui est en cours devant les Chambres spécialisées à La Haye, pour les crimes de guerre commis par l'Armée de libération du Kosovo (ALK), et faire peser une pression supplémentaire sur les principaux témoins de crimes de guerre, qui témoignent en fait du trafic d'organes humains.

À cette occasion, la Serbie félicite Dick Marty pour le courage dont il a fait preuve lorsqu'en 2010, conscient du danger auquel il s'exposait, il a fait part, dans son rapport à l'Assemblée parlementaire du Conseil

de l'Europe, de ses découvertes épouvantables sur les crimes commis par celle qui se faisait appeler l'ALK. Je dois également réagir à une phrase. J'ai entendu dire que « les Serbes sont protégés au Kosovo ». Si les Serbes sont protégés, comment se fait-il que plus de 200 000 Serbes déplacés du Kosovo-Metohija ne peuvent pas retourner dans leurs maisons, dans leurs appartements ? S'ils sont protégés, pourquoi, depuis plus de 15 ans, plus de 43 000 affaires judiciaires sont-elles en cours sur des questions liées à la propriété, propriété dont les Serbes du Kosovo qui sont protégés ont été privés par la force ? Je laisse le Conseil imaginer comment vivent ceux qui ne sont pas protégés.

Je suis tout à fait d'accord avec ce qu'a dit le Représentant permanent de la République d'Albanie, notre voisine, sur le fait que nous sommes bien évidemment disposés à voir des Balkans ouverts, incluant tous les États non membres de l'Union européenne et les entités des Balkans occidentaux. Nous sommes disposés à y voir non seulement l'Albanie et la Macédoine du Nord, mais aussi la Bosnie-Herzégovine et le Monténégro ; nous avons également invité Pristina, qui a accepté cette invitation dans l'Accord de Washington. Mais par la suite, cela a été refusé par Albin Kurti. Je ne parlais pas des ambitions de la République d'Albanie, avec laquelle nous avons de très bonnes relations, mais je disais qu'Albin Kurti était celui qui n'était pas désireux de s'engager dans un dialogue mais de former une Grande Albanie. C'est ce qu'il a déclaré à de nombreuses reprises.

Pour conclure, je tiens à vous remercier, Monsieur le Président, de m'avoir donné la possibilité de revenir sur à ce qui a été dit. Mais je dois ajouter quelque chose de plus. Même l'Ukraine, qui est, comme la Russie, un pays ami de la République de Serbie, n'a pas reconnu le prétendu Kosovo, et ce, pour des raisons évidentes.

Le Président (*parle en anglais*) : M^{me} Gërvalla-Schwarz a demandé la parole pour faire une nouvelle déclaration. Là aussi, je la prie de bien vouloir conclure sur cette déclaration.

M^{me} Gërvalla-Schwarz (*parle en anglais*) : J'ai vraiment essayé de passer outre, mais ce n'est pas possible, car nous devons opposer les faits aux mensonges. La protection des minorités au Kosovo est plus importante que dans la plupart des pays d'Europe et d'ailleurs. Nous avons des dispositions dans notre Constitution, dans nos lois, dans notre pratique administrative. Notre armée et notre police sont ethniquement mixtes parce que nous l'avons voulu, et, oui, nous en sommes fiers.

La Constitution du Kosovo prévoit que sur les 120 sièges, 20 sont exclusivement réservés aux minorités, sans parler du fait qu'elles peuvent également concourir pour les 100 autres sièges. La moitié des 20 sièges réservés, c'est-à-dire 10 sièges, sont exclusivement réservés à la deuxième minorité ethnique du pays, la minorité serbe. Ainsi, dans le cadre des privilèges accordés aux minorités, nous accordons, encore un fois, un privilège à la minorité serbe.

Je voudrais donner un exemple de conséquence concrète des droits de protection que nous accordons. La disposition constitutionnelle a eu pour effet que notre coalition, qui a remporté plus de 50 % des voix lors des dernières élections, n'a pas obtenu la majorité des sièges au Parlement. Même si nous avions gagné la majorité des sièges, notre Constitution exige que le Gouvernement de la République du Kosovo comprenne des ministres représentant les minorités, indépendamment du résultat des élections.

Un disciple et partisan serbe de M. Vučić fait partie de notre gouvernement. Ce degré de protection des minorités ne se retrouve dans aucun autre pays d'Europe, ni au-delà. Notre pays est né d'un génocide, comme je l'ai dit. M. Vučić faisait partie du système de Milošević, et il a fait la publicité de ce génocide comme s'il s'agissait d'un acte héroïque. Il n'a jamais présenté d'excuses, mais il a récemment menacé le Kosovo à de nombreuses reprises. Un de ses plus ardents partisans est assis à mes côtés et à côté des autres ministres lorsque le Cabinet se réunit. Peut-on imaginer cela dans un autre pays de notre région ?

J'ai donc un message clair à l'intention des propagandistes serbes : arrêtez de mentir ; arrêtez. Personne, que ce soit dans cette salle ou en dehors, ne prend ces mensonges au sérieux. Avant de critiquer, il faudrait d'abord suivre l'exemple du Kosovo. J'adresse une invitation à tous ceux qui critiquent avant de connaître les faits. Nous invitons quiconque critique ces dispositions, les déclarant insuffisantes, à mettre en œuvre ne serait-ce que la moitié de ces garanties dans leurs propres pays – juste la moitié, peut-être même un tiers. Qu'ils essayent. Qu'ils attribuent l'équivalent de 20 sièges sur 120 aux minorités au sein de leurs parlements. Qu'ils fassent en sorte que leur opposition la plus féroce, dirigée par un pays étranger hostile, soit représentée au sein de leurs gouvernements. C'est évidemment une suggestion rhétorique. Chaque pays est libre de ses décisions.

Mais plus sérieusement, je voudrais dire ce qui suit. Nous sommes certes un petit pays, mais nous sommes un pays fier. Nous sommes aussi un des pays les plus tolérants en ce qui concerne la religion et le respect de l'autre. C'est notre tradition et notre ADN.

Pour en revenir à Dick Marty, je vais partager une expérience très personnelle. J'avais 10 ans lorsque mon père, journaliste, écrivain et musicien, a dû quitter le Kosovo. Il s'est enfui de l'ex-Yougoslavie pour se réfugier en Allemagne. Il a été assassiné en Allemagne à l'âge de 36 ans par ce que l'on appelait à l'époque la *Uprava državne bezbednosti*, ou l'Administration de la sécurité de l'État, aujourd'hui dénommée la Sécurité de l'État, pour avoir défendu la liberté du Kosovo. Ce même service a assassiné plus de 59 dissidents croates en Allemagne. Une longue tradition veut que l'on ait recours à ce service pour assassiner des gens à l'extérieur du pays. Son expérience remonte à loin.

S'agissant des affirmations de M. Marty, ce n'est pas un ami du Kosovo. Il n'a jamais été, et ne sera jamais, un ami du Kosovo, parce qu'un le tribunal prouvera que ce qu'il a affirmé dans le rapport n'est pas vrai. Nonobstant, Dick Marty est un ami de la Serbie et cela a été difficile pour lui de reconnaître publiquement que la Serbie voulait l'assassiner et en rejeter la faute sur le Kosovo. Cela participe d'une longue tradition, nous le savons tous. Les membres le savent. Je le sais. Les personnes respectées ici présentes le savent.

En ce qui concerne la personne qui préside mon pays, et la remarque avait déjà été faite en octobre dernier : oui, j'ai une présidente. Ma présidente a participé à la séance tenue l'année dernière en octobre

(voir S/PV.8880). Nous sommes très fiers de notre présidente. Elle s'appelle M^{me} Vjosa Osmani-Sadriu. Elle fait partie des plus jeunes présidents au monde. Elle est très respectée et a une longue expérience de la politique au Kosovo. Grâce à son courage, elle a montré à quoi pouvait ressembler l'avenir des Balkans au sein de l'Union européenne.

Je conclurai en évoquant les pays des Balkans dans leur ensemble. Le fait de répéter à l'envi des déclarations passées du Premier Ministre Kurti ne contribuera en rien à bâtir le présent ou l'avenir, parce que parler du passé n'a rien de flatteur pour la Serbie. Parler sans cesse du passé peut revenir à se présenter sous un mauvais jour. C'est pourquoi nous essayons de parler du présent et de l'avenir. D'autres parlent de leurs voisins et les attaquent pour modifier les frontières dans les Balkans et ailleurs. Vladimir Poutine veut modifier les frontières en faisant la guerre, et des ministres du Gouvernement d'Aleksandar Vučić parlent de la Serbie. Que des membres du Gouvernement utilisent aujourd'hui le langage des années 90 et évoquent le nom de Slobodan Milošević en ces temps fragiles n'est pas la bonne attitude à adopter.

Je répète que le Kosovo est très déterminé non seulement à participer de manière constructive au dialogue avec son voisin du nord, facilité par l'Union européenne et avec l'aide de ses autres partenaires et alliés, mais aussi, dans le même temps, à contribuer à la paix et à la stabilité dans le monde, et à montrer qu'il est un partenaire et un allié fiable pour tous ceux qui croient en lui.

La séance est levée à 17 h 45.